

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

pompidou replâtre ...

c'est de régime
qu'il faut changer !



samedi 8 juillet

n° 165

1f 50



Gamma

du neuf avec du vieux...

■ Ainsi Chaban-Delmas a été remercié. Le chantre de la « Nouvelle Société » n'était plus à même, selon Georges Pompidou, de mener la majorité à la bataille des législatives. Ce limogeage est un aveu et une parade. Le Président de la République reconnaît l'usure du régime. Il s'efforce d'y pallier en changeant d'attelage.

Un contre coup du referendum sur l'Europe

L'équipe Pompidou-Chaban a assuré tant bien que mal la transition pacifique du régime bonapartiste gaullien à un régime présidentiel : sous son égide se sont mises en place (péniblement) des institutions, des procédures, une idéologie, des alliances, qui permettent une domination plus adéquate du grand capital.

Mais tous les progrès réalisés sur ce terrain ont été perpétuellement compromis par ce qui fait l'échec majeur du régime, cause de son « usure » et de son instabilité : le gouvernement Pompidou-Chaban n'est pas parvenu à juguler la combativité populaire. Il n'est pas parvenu à résorber le rapport de forces entre les classes né de mai 68. Il n'est pas parvenu à rétablir un ordre bourgeois fondé sur l'adhésion volontaire des travailleurs aux fins et aux normes du système. Le mythe de la « Nouvelle Société » s'est avéré inopérant. La politique d'intégration du mouvement ouvrier par la participation et les contrats de progrès s'est soldée par un échec. Elle n'est pas parvenue, en dépit de succès passagers, à modifier sensiblement le « climat social ». Le succès n'est guère plus probant en ce qui concerne le ralliement de la petite bourgeoisie traditionnelle : les mobilisations des petits exploitants agricoles, la défection des viticulteurs et de nombreux autres cultivateurs au dernier referendum, l'agitation des petits commerçants, la solidarité active du mouvement paysan et du mouvement ouvrier lors des grèves récentes, tous ces indices montrent que les couches sociales intermédiaires, base de masse traditionnelle du régime, amorcent un mouvement qui les éloigne du pouvoir et les rapproche du prolétariat. Pour la reprise en main de la jeunesse étudiante

et ouvrière, l'échec est patent, malgré le renforcement draconien de la répression.

L'usure du régime provient des assauts répétés que portent à l'« autorité de l'Etat » les nouvelles formes de luttes ouvrières, l'agitation de la petite-bourgeoisie, la sécession d'une partie de la jeunesse, les démonstrations de mauvaise humeur des corps constitués (« malaises » des magistrats, des journalistes, des fonctionnaires, voire même des flics...).

On efface tout et on recommence...

Aucun gouvernement ne peut voir son autorité ainsi perpétuellement bafouée, sans perdre de sa crédibilité. Le referendum du 23 avril a révélé l'ampleur de l'usure du régime. Ses résultats montrent qu'un changement d'attitude se dessine dans l'électorat, qui pourrait coûter très cher à l'UDR en 1973. Cette « révélation » a évidemment décuplé les espoirs et les ambitions de tous ceux, alliés ou ennemis, qui rêvent depuis des années de déloger ou d'amoindrir le « parti dominant de la majorité ». Par la voix de Michel Poniatowski, les alliés giscardiens font brutalement valoir leurs prétentions, alors que le PS et le PC, d'accord sur un « programme commun de gouvernement », s'affirment d'ores et déjà prêts pour la relève. Face à ces assauts, le moral des godillots baisse dangeureusement. En tout état de cause, Pompidou devait tenter quelque chose pour reprendre l'initiative. En se séparant spectaculairement de son premier ministre, il espère se laver des échecs accumulés depuis 3 ans. Les modalités même de la « démission » de Chaban-Delmas sont révélatrices.

Conçues comme un « coup de théâtre », elles visent à frapper l'imagination des Français, leur signifier qu'on efface tout et qu'on recommence.

Pourquoi Messmer?

La nomination de Messmer, animateur du groupuscule orthodoxe « Présence et action du gaullisme » vise à galvaniser les troupes et à retenir l'électorat. La tâche principale de la nouvelle

équipe est d'affronter les difficiles élections législatives du printemps 73. Face au bloc PC-PS, Pompidou a décidé de jouer à fond la « fidélité gaulliste ». Il était logique dès lors de désigner un « orthodoxe » pour mener les troupes à la bataille.

La désignation de Messmer entraînera un changement de style, non de politique. A preuve le maintien en fonction des principaux ministres de l'ancien gouvernement. C'est dire que la nouvelle équipe butera sur les mêmes difficultés, essuiera les mêmes échecs que la précédente. A ceci près que ses défaites atteindront plus directement Pompidou. Celui-ci, en effet, a démissionné Chaban et imposé Messmer dans le dos de tout le monde. Dans le dos du parlement, qui venait de plebisciter Chaban (par 368 voix contre 96) ; dans le dos du gouvernement, dont les membres ont appris qu'ils n'étaient plus en fonction, dix minutes avant le public. Il s'agit d'une initiative personnelle du Président de la République, au même titre que le referendum du 23 avril. Son échec rejaillirait directement sur le prestige du chef de l'Etat. Cet échec est infiniment probable. Ce ne sont pas des opérations de replâtrage pour la galerie qui ressoudent les contradictions du capitalisme français. On ne voit pas pourquoi Messmer ferait mieux que Chaban, l'actuelle équipe au pouvoir n'ayant pas d'autre politique que celle définie dans le discours du 16 septembre 1969.

En tous cas, les travailleurs feront en sorte que le nouveau gouvernement soit aussi « usé » que l'ancien, dans les 6 mois.

H. Weber.

avis aux lecteurs

● Nos lecteurs ont pu s'apercevoir que le dernier numéro de « Rouge » ne comptait que douze pages. En raison des vacances, il en sera de même pendant tout le mois de juillet.

Le dernier numéro du trimestre qui paraîtra le samedi 29 juillet sera un numéro spécial sur l'Indochine. La parution reprendra le samedi 2 septembre.



Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE
(section française de la IVème Internationale)

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

rouge hebdomadaire de la ligue communiste

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Charles Michaloux

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Henri Weber

SECRETARIAT DE REDACTION : J.P. Beauvais, Michel Lenoir, Charles Michaloux, Philippe Sabathé, Michel Thomas, Christiane Tillier, Gérard Vergeat, Henri Weber, Alain Krivine.

COMITE DE REDACTION : Michel Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain Bertrand, Yves Clément, J. Fompeyre, C. Gabriel, Nicolas Hach, Joseph Krasny, Eric Laurent, Anne-Marie Lespinasse, Felix Lourson, Camille Paulet, Luis Rafael, Pierre Rodolphe.

MAQUETTE ET ILLUSTRATION : Mesen, Piotr, l'«Heigouach», Claude

10 impasse Guéménée Paris (4) tel 272 68 82 ou 88 96
impression : S.A.I.E. Moriamé, 61 fg Poissonnière Paris (9)

les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation

été chaud pour les monnaies



Le système monétaire international (SMI) s'effrite à nouveau. Les accords de décembre dont Nixon affirmait le caractère historique deviennent un chiffon de papier dont seuls les archivistes s'occuperont bientôt.

Dès que la déclaration du 18 décembre, faite aux Açores par Nixon et Pompidou, fut connue, nous expliquions que ce n'était qu'un bluff destiné à faire passer le cap des élections. Les palliatifs mis au point n'auront même pas tenu jusque là !

Une crise endémique

Le SMI n'est pas la cause de ses propres troubles. L'origine de la crise monétaire est dans l'exacerbation de la concurrence que se livre chaque capitaliste pour échapper à ses propres difficultés. Les rapports de forces entre économies nationales, et entre leurs monnaies sont remis en cause dans cette lutte. Et certains cherchent à échapper aux conséquences néfastes en attisant le brasier : les sociétés multi-nationales. Ces mastodontes économiques représentent aujourd'hui 20 % de

la production industrielle capitaliste, 30 % du commerce international, et détiennent 50 % des euro-dollars. Imbriquées dans tous les pays, y compris pour certaines dans les pays de l'Est, ces sociétés ont la possibilité de gérer leur fortune internationalement, c'est-à-dire dans toutes les monnaies nationales. D'autant plus que les relations entre maison mère et filiales ne sont contrôlables par aucun gouvernement, y compris US.

Or il était clair, dès les Açores, que les accords passés entre les gouvernements n'étaient qu'un cautère sur une jambe de bois. D'où la poursuite de la spéculation sur l'or contre le dollar et le sterling. Mais le dollar n'étant pas convertible en or, la livre devait faire les beaux jours de la spéculation. Ainsi dans la seule journée du 22 juin, une quantité de livres sterling équivalait à 5 milliards de francs est vendue à Francfort par les sociétés multi-nationales.

Une fièvre qui monte

Ainsi s'explique la flambée du prix de l'or. Chaque bourgeoisie essayant de s'en

tirer au détriment des autres, la crise est précipitée, amplifiée. Aujourd'hui encore on n'en voit les symptômes les plus graves qu'à propos de la livre. Cela tient aux mesures artificielles de soutien du dollar : inconvertible en or, il est racheté sur le marché libre à n'importe quel cours par les Banques Centrales de façon à sauver la fiction des Açores d'un cours à 38 dollars l'once d'or. Une telle politique coûte extrêmement cher aux bourgeoisies européennes et japonaise qui rachètent le dollar sur le marché libre à plus de 60 dollars l'once d'or.

Tant que ces bourgeoisies ont des marges de manœuvres assez souples pour se rattraper sur leurs propres travailleurs, elles peuvent sauver la « coopération » capitaliste. Mais la bourgeoisie anglaise acculée par des luttes dures (grèves des dockers et des cheminots, luttes contre les mesures anti-grève) ne peut se permettre de tels frais.

Aussi a-t-elle décidé d'échapper aux risques de la crise du SMI en laissant flotter la livre. C'est-à-dire en laissant le marché en fixer le cours, sans aucun soutien de la Banque d'Angleterre. Cette dévaluation de fait du sterling évite à la bourgeoisie anglaise de participer au sauvetage du dollar et lui permet de se retirer sur son île. Honni soit qui mal y pense ! Et puisqu'une dévaluation augmente le prix des importations et réduit celui des exportations, cette mesure permet de développer les profits des capitalistes anglais, et de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs dont les biens de consommation sont pour la plupart importés. La bourgeoisie anglaise ne pouvant plus faire face à ses concurrents, se retournent contre ses travailleurs et leur fait payer la facture de l'anarchie capitaliste.

L'Europe capitaliste en question

Au lendemain des accords d'entrée de la Grande Bretagne dans la CEE, une telle politique isolationniste n'est pas faite pour plaire aux bourgeoisies européennes. D'ores et déjà le gouvernement italien refuse de payer les pots cassés. Le « miracle », brisé net par le mai rampant, ne permet plus à la bourgeoisie italienne des sur-profits lui assurant des marges suffisantes sur les marchés étrangers. Il faut renflouer la lire concurrencée par la dévaluation de la livre.

Mais les accords de Bruxelles prévoient une marge de 2,25 % entre les monnaies européennes. Cela est insuffisant et nécessite que la lire soit soutenue par les Européens. Au terme du même accord, les remboursements aux Banques Centrales qui ont soutenu une monnaie européenne en difficulté, doivent être faits en or, puisque le dollar inconvertible n'est que monnaie de singe. Or les Italiens ont menacé de dévaluer la lire dans de telles conditions : ils n'ont pas assez d'or pour faire front. Les accords de Bruxelles,

présentés comme la victoire de la CEE, sont suspendus et la Banque d'Italie remboursera ses collègues européens en dollars inconvertibles. Autant dire que la CEE est toujours régie par le poing sur la table et l'ultimatum, sans que la moindre coopération réelle s'instaure. On comprend que Pompidou ne soit pas pressé de se rendre à la Conférence des Dix censée instaurer des « règles de jeu communautaires ».

Et maintenant ?

Maintenant la crise s'aggrave. Des tendances autarciques se développent dans toutes les bourgeoisies. A preuve les mesures de restriction des mouvements de capitaux en Suisse, au Japon et en France ; la dévaluation de la livre, les menaces de dévaluation de la lire, la dévaluation probablement forte du dollar fin 1972, début 73. Mais, en raison de leur activité internationale, les sociétés multi-nationales ne peuvent pas laisser se développer le protectionnisme jusqu'à un point tel qu'il remette en cause leur propre activité. Et vu leur force, aucun gouvernement, même US, ne peut aller contre leur volonté. Même Nixon a dû supprimer à leur « demande » la surtaxe de 10 % sur les importations US, décidée le 15 août 72.

Dès lors les pires risques de généralisation de la crise monétaire et à terme économique sont repoussés. De palliatifs en replâtrages, les gouvernements essaieront de boucher les fissures d'un système moribond. Tant que les bourgeoisies nationales pourront sauter d'un pied sur l'autre en « restructurant » par les licenciements et le blocage du pouvoir d'achat des travailleurs, elles avanceront cahin-caha. La croissance sera ralentie. Certains théoriseront ce freinage en termes de croissance nulle. Et le tout sera fumée cachant les véritables problèmes.

Le capitalisme n'a pu survivre jusqu'à aujourd'hui que par une centralisation croissante du capital, centralisation y compris internationale. Mais le remède n'était que temporaire et suscite lui-même ses propres maux. La force des sociétés multi-nationales est telle qu'aucun gouvernement ne maîtrise plus son économie, sa monnaie. La lutte des géants, pour être feutrée, n'en est pas moins forcenée. Le capitalisme est entré dans une période de crise permanente que payent les travailleurs. Mais si la bourgeoisie ne maîtrise plus son propre système, elle est encore à même d'en contrôler les méfaits les plus voyants. La crise est endémique sans devoir devenir catastrophique à brève échéance, ni même à moyenne échéance. Aucun catastrophisme mécaniste n'est acceptable. Plus que jamais la solution est d'ordre politique.

J. FOMPEYRE

où l'on reparle de toto

Tomasini est secrétaire général de l'UDR. Dans son cabinet privé — qui joue de fait le rôle de direction du parti dominant — figure l'intéressante figure du sieur Bernard Gouley. Responsable des stations régionales de l'ORTF en 1964, dirigeant du service de relations extérieures du groupe Empain-Schneider en 1970, cet expert en l'art de collecter les fonds électoraux auprès des industriels a — ou du moins, avait — un grand projet :

la « création d'une société de Relations publiques », dont les caractéristiques seront d'être financée par Empain-Schneider et d'être à la disposition de l'UDR pour sa campagne électorale.

Les perspectives de développement de cette société, la CERPIC (1) sont malheureusement compromises par la révélation inopportune du projet dans les colonnes de « L'Humanité » et du « Canard Enchaîné » (le nombre de papiers, notes et circulaires confidentielles qui se perdent ces temps-ci est décidément consternant). L'article 22 du document prévoyait pourtant : « De nouveaux clients seront recherchés à l'intérieur et l'extérieur du groupe ». Et : « Pour cette action extérieure, la nouvelle société ne devra pas apparaître comme une émanation pure et simple du groupe ». En clair : il ne faudrait pas donner l'impression que l'UDR est financée par une puissance économique.

Article 33 : « Le Conseil d'administration sera choisi parmi des professionnels ou des personnalités ayant des relations ou des responsabilités de nature à amener des clients à la CERPIC ». Une annexe nous livre le nom des « professionnels » pressentis : le sus-nommé Gouley, une madame Espanita-Cortes, ex-danseuse étoile et amie de Tomasini, Guy Aubert homme actif dans le lobby des hypermarchés, Paul de Vandière de Vitrac d'Abazac (hé oui !) de la Banque

de l'Union Européenne et familier de Griotteray, ce dernier bailleur de fond d'Ordre Nouveau.

Pour les couvertures politiques, Gouley prévoyait de se garder à droite comme à gauche grâce à : 1) Roger Chinaud, homme de confiance de Giscard, 2) Gabriel Bertrand, influent chez les radicaux et 3) Jean Bardin (celui de la radio) connu de Mitterrand. Côté arrosage divers, la CERPIC prévoyait des « actions ponctuelles » d'un coût annuel de 256 300 F dont 88 300 F pour le poste le plus important : « Articles de presse ».

On a du mal à croire qu'il s'agit d'autre chose que de corruption de journaliste.

L'UDR fera-t-elle financer sa campagne électorale par la CERPIC ? Les nombreux adversaires de Toto tenteront-ils d'écarter de le déboulonner du poste envié de secrétaire général de l'UDR, en arguant du fait qu'il sait trop mal garder secret ses tripatouillages (2) ? Vous avez une chance de le savoir en continuant, malgré les vacances, de lire Rouge.

F. LOEILLETON

(1) Compagnie Européenne (1) de Relations Publiques, d'Information et de Communication
(2) Cf Rouge N°164

onze de plus !

L'inspection académique du Val de Marne a radié onze instituteurs remplaçants pour inaptitude aux fonctions d'enseignants, après consultation de la commission administrative paritaire départementale, sans tenir compte de l'opposition de membres du personnel. Les remplaçants, qui ont jusqu'à 4 ans d'ancienneté, ont été proposés sur la liste départementale après un an de suppléance par les inspecteurs départementaux, ceux-là mêmes qui ont établi les rapports ou utilisé ceux de leurs « conseillers pédagogiques » pour les exclure. Ces remplaçants n'ont cependant reçu aucune formation. La loi de mai 1951 leur accordant un an de formation à l'Ecole Normale n'a en fait jamais été appliquée si ce n'est que parcimonieusement, pour les « bons étudiants ». Peut-on accepter un tel arbitraire ? Peut-on accepter un tel précédent qui voit les délégués du personnel participer contre leur gré à des mesures disciplinaires ? Peut-on accepter que l'administration viole la loi ?

Nous demandons la réintégration immédiate de nos camarades au sein de l'Ecole Normale.

Communiqué de l'Ecole Emancipée 94

à quand le livre noir de la défense ?

● Michel Debré vient de publier le premier tome du « Livre Blanc de la Défense », conçu comme un instrument de propagande visant à « familiariser » les Français avec l'idée de la défense nationale. Qu'il faille encore, en 1972, familiariser la population avec l'idée de la défense militaire est, d'ailleurs, un aveu de grande taille : le moral n'est pas bon, ni parmi les civils, ni même dans l'armée, où un contingent maussade et résistant se heurte à une caste militaire divisée et sans idéal. Et cela, en partie parce qu'il n'y a plus d'ennemi extérieur vraisemblable, en partie parce que les structures mêmes du service militaire français sont totalement inadaptées à la civilisation industrielle et à l'ère des communications de masse.

Cela ne gêne pas Michel Debré. Le service militaire inadapté ? Allons donc : cette année de « recueillement », de retrait involontaire ne peut qu'apporter la paix et la sérénité aux jeunes recrues harassées par l'urbanisation de la vie. Et puisque les lycées et les collèges ne remplissent plus leurs fonctions (le catéchisme non plus, mais ça c'est plus vieux déjà) le service avancé à 18 ans permettra de donner aux jeunes gens la formation morale et le sens des valeurs qui leur manquent... L'absence d'ennemi vraisemblable et le peu de crédibilité de développement d'une guerre classique ? Debré est un stratège de marque : il vaut mieux avoir des armes et pas d'ennemis que des ennemis et pas d'armes.

Donc, premier point : développement de l'armement nucléaire de la V^e République et justification aussi bien des centaines de milliards de francs lourds qui disparaissent en atomes, que des expériences de Mururoa qui ont fait contre le gouvernement français la quasi-unanimité des gouvernements du Tiers Monde.

Deuxième point : cette force de « dissuasion » (mais de qui ?) doit s'appuyer sur les éléments classiques que sont les trois armes traditionnelles. Il faut donc maintenir un service militaire universel destiné à entretenir dans la masse un « esprit de défense ». Sans blague.

Et troisième point : afin de poursuivre son œuvre civilisatrice et d'aider les petites nations à se défendre contre les grandes, la France a le devoir (et pas seulement l'intérêt) de leur vendre des armes. Pour assurer leur indépendance, nous vendons donc du matériel au Portugal, à l'Espagne, à la Grèce, à l'Afrique du Sud, au Brésil, etc... pays qui, comme chacun sait, seraient autrement incapables de rester plus longtemps au sein du Monde Libre. En bref, l'Armée Française fournit les bourreaux d'une bonne partie de la planète, en la personne de gouvernements qui ont su, eux, reconnaître que l'ennemi était dans leur propre pays.

Et c'est là où le discours de Debré boucle la boucle : l'armée de terre (contingent) utilisée pour lutter contre les infiltrations intérieures de la subversion, c'est une armée qui, quoi que son ministre en dise, a trouvé elle aussi chez elle son véritable ennemi : la classe ouvrière.

Cette armée qui, pour mieux servir d'armée de guerre civile, se doit de maintenir une discipline stricte et imbécile, et non pas de développer le « climat de sérénité et de liberté » dont parle Debré.

Cette armée qui brime et qui emprisonne les réfractaires et tous les insoumis, comme Gilles Beaugrand, mis en force à Metz, Daniel Petit qui passe devant le tribunal militaire ou Jacques Pavy qui dut à la campagne de soutien de ses camarades civils de ne pas partir au bagne de Fort Aiton.

Cette armée qui tue, comme à Pau, comme à Sarrebourg, (voir notre article ci-joint) et qui maintient sur ses crimes un silence presque absolu.

Cette armée, enfin, à propos de laquelle il est temps de s'inquiéter et sur laquelle devrait sortir un Livre Noir de la Répression Militaire faisant le bilan de tous les cas de répression ouverte ou larvée, écrit sur la base des récits fournis par les appelés eux-mêmes, et précédant la mise en place d'une organisation civile de défense des soldats contre l'arbitraire.

Fernand LOEILLETON

le service militaire selon debré

● « Aujourd'hui, placée selon le choix de chacun au moment le plus favorable, cette parenthèse d'une année à l'aube d'une vie d'homme peut et doit être saisie comme une occasion de réflexion sur la société, ses structures, ses pesanteurs et ses ouvertures. Le dépaysement qu'offre une telle parenthèse, le contact renoué avec la nature par opposition aux servitudes d'une urbanisation envahissante, créent un climat de sérénité et de liberté propice à l'examen objectif de la place de chacun, de ses responsabilités propres, des solidarités fondamentales qui lient les hommes entre eux et de la hiérarchie des valeurs, singulièrement de celles que la défense a pour objet, en dernière analyse, de sauvegarder »
Michel Debré (Livre Blanc de la Défense, juin 72)

et selon les appelés eux-mêmes

● Lundi matin, 26 juin, la section Schounet (lieutenant réputé féroce) 4^{ème} Compagnie du 1^{er} RI (57) Sarrebourg part effectuer une marche. Il fait très chaud. Vers 11 h un soldat, appelé du contingent 72/06, Leclerc tombe épuisé près de la localité de Lorquin. Transporté à Strasbourg, il y décède dans la nuit (de lundi à mardi).

Grosse émotion au 1^{er} RI (qui compte une vingtaine d'insoumis depuis le début de l'année) d'autant plus que cet « accident » survient au lendemain d'un lâché de tracts au 1^{er} RI durant les « portes ouvertes », dont l'un mentionnait la lutte et la résistance des chasseurs de Phalsbourg pour le respect des règles de sécurité durant les combats.

Version officielle présentée aux appelés durant un levé de drapeau le mardi soir :
— Leclerc pendant une pause a eu un malaise et c'est la rupture d'un vaisseau du cerveau qui a provoqué son décès. Telle est la version du Colonel...

— version officieuse répandue par les gradés : Leclerc avait trop bu durant les portes ouvertes (week-end) et c'est une trop forte absorption d'alcool qui a provoqué son décès. En fait ses parents lui avait rendu visite.

Deuxième version des gradés assez vague : il avait une malformation congénitale mais avait refusé d'aller voir un médecin (version à contradiction).

Au 1^{er} RI comme dans toutes les casernes, le consultant est un tire au flanc auquel on n'accorde peu ou pas de permissions. Au demeurant, il existe des précédents. Ainsi à Pont St Vincent (54) un appelé montait la garde et se plaignait de maux de tête auprès d'un adjudant. Ce dernier le gratifia d'une heure supplémentaire de garde... L'examen médical révéla qu'il souffrait d'une méningite.

Au travers de ces versions falsifiées et calomnieuses, il est clair que la hiérarchie s'efforce de dissimuler cette « bavure ». Bien évidemment cette version sera fournie par les autorités à ses parents et à sa compagnie (il est père d'un enfant).

juin 72

clairvaux les assassins de l'ordre

● Le spectacle est fini et les fauves vont sans doute mourir. « Tout ce procès n'est qu'une chasse à courre dont mon client est l'animal », s'est écrié Me Badinter, l'avocat de Bontems.

En condamnant à mort Buffet et son complice, l'administration judiciaire a voulu continuer l'œuvre des Le Corno, Nabias et autres matons pour qui « force doit rester à la loi ». La partie civile et le substitut ont mis l'accent sur la nécessaire défense et protection de la société, reconnaissant implicitement la fonction préventive de la peine capitale.

Cette société en effet semble de plus en plus livrée à la loi de la jungle. « Une brutalité qui nous ramène aux premiers âges de l'humanité », écrit « Le Figaro ». La décadence capitaliste et la formidable crise sociale qui l'exprime sont un bouillonnement de culture pour toutes sortes d'actions « marginales », qui bafouent la loi et la conscience bourgeoises. Ce n'est pas par hasard si se multiplient les expressions « grèves sauvages », « France sauvage », voire « sexe sauvage ». Prises d'otages, enlèvements d'enfants, détournements d'avions, révoltes dans les prisons, tout semble désormais possible. En condamnant Buffet et Bontems, en braquant sur leur procès les feux de l'actualité, la société bourgeoise a poursuivi un double but : exposer les horreurs de la dissolution sociale (à quelques mois des élections, ça peut toujours servir) et assurer de sa fermeté les bons citoyens. Il s'agit là d'une véritable mise en scène, d'une volonté de dramatiser l'événement afin d'obliger chacun à prendre parti et tout était fait par ailleurs pour que le parti à prendre fût celui de l'Ordre. De fait, on a trouvé quelques centaines de sado-refoulés, dans cette bonne ville de Troyes, pour hurler à la mort à la manière des foules romaines devant les massacres de gladiateurs. Infliger la peine suprême fut le couronnement solennel, le final attendu et fascinant de cette représentation dramatique.

Me Sorda, pour la partie civile, a évoqué en ces termes, le crime des accusés : « Ils ont transformé en objets, deux êtres humains ». Il ne se rendait pas compte que, prononçant ces mots, il participait lui aussi en tant qu'élément de l'appareil judiciaire à la « transformation en objet de deux être humains ». Avec cette différence que la bonne société a envoyé Buffet et Bontems à la mort en se couvrant du manteau de la « conscience universelle ».

Il reste enfin à poser à la grande presse la question suivante : que cache, à votre avis, la différence de rétonnement entre les procès des assassins de Clairvaux et ceux des mutins de la prison de Nancy ?

On peut même les aider à répondre : à Nancy, c'est l'administration pénale qui était, aux yeux de tous, le véritable accusé ; et ce n'est pas sans malaise qu'on apprit la condamnation des révoltés à de longs mois de prison. Pour Clairvaux évidemment, les choses étaient plus faciles, l'opinion publique plus réceptive à la dureté, les accusés plus odieux. Les responsables suprêmes étaient pourtant les mêmes.

Y.C.

la france mise en scène par pompidou et marcellin

● L'ORTF reste sur la sellette. Après les débats sur le nouveau statut de l'Office, finalement adopté malgré l'opposition du Sénat qui y voit à juste titre un projet dictatorial, voici qu'une affaire de censure défraye à nouveau la chronique : l'émission « Vive le cinéma » de Georges Kiejman est « retirée » de la programmation avec l'accusation d'être « publicitaire » et « politique ».

L'affaire oscille entre le ridicule et l'ignoble.

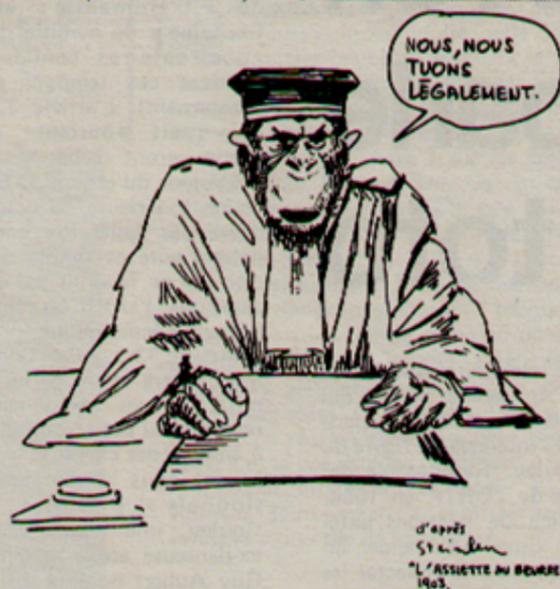
Tout d'abord parce que la deuxième chaîne, qui devait programmer l'émission, n'a pas pris de décision et renvoyé le choix final à la Direction Générale après un communiqué public qui vaut son pesant de tristesse et de lâcheté.

Ensuite parce que l'accusation portée contre Me Kiejman de faire de la « publicité clandestine » vient d'une maison et d'un personnel (Monsieur Pierre Sabbagh n'est-il pas le producteur d'« Au théâtre ce soir » émission bien connue pour son amour pour la moutarde ?) qui, en la matière, ne sont pas très propres.

Enfin, parce que les films « politiques » qui, soi-disant, dénatuiraient l'émission, sont ceux qui, primés au très officiel festival de Cannes, tiennent actuellement le haut de l'affiche à Paris comme en province.

Il faut dire — à la décharge des censeurs — que l'émission interdite s'intitulait « la politique et le bonheur » et se situait à des lieues au dessus des habitudes guyluxeries ou zitronades pressées du dimanche. Et que, dans une télévision de l'insignifiance et de la niaiserie, elle aurait été à contre-courant des dimanches bien « français » auxquels les téléspectateurs ont habituellement droit. Ainsi, non seulement toute œuvre, tout travail, toute recherche artistique sont-ils impitoyablement chassés de la TV gouvernementale et le culte de l'incolore y devient-il maladif, mais encore le gouvernement lui-même y intervient-il, par directeur général interposé, pour veiller à ce que les programmes soient à la hauteur de ce qu'il croit être l'intelligence du public. « La France est mise en scène par Pompidou et Marcellin », écrivait Jean-Luc Godard. Et les grandeurs de cette mise en scène donnent la grandeur réelle de ceux qui nous gouvernent. A quand une TV réalisée et dirigée directement du Ministère de l'Intérieur ?

F.L.



non aux comités de grève bidons

On n'a pas fini de parler de Thionville. La CGT en fait des gorges chaudes et la VO titre « Comment on fait le lit de la CFT » ; la CFDT elle est partagée sur le bilan et reste prudente. Pour nous il ne s'agit pas de contempler les diverses erreurs des syndicats et de se rejeter mutuellement la balle.

Les conditions de la victoire aux Nouvelles Galeries étaient simples et claires : comme pour toute grève isolée, il s'agissait d'élargir la lutte à l'ensemble du trust si possible, de créer un rapport de forces favorable au niveau régional, des usines et de la population. Or, outre une série d'obstacles syndicaux sur lesquels nous ne reviendrons pas, la popularisation fut difficile : « La population désorientée, s'est peu à peu détournée du conflit alors qu'elle avait été assez sensibilisée au début par la répression policière et l'information très vivante donnée par les grévistes et leurs divers soutiens » (Syndicalisme-hebdo, Lucat)

De fait la popularisation s'est heurtée à deux phénomènes : d'une part la classe ouvrière lorraine vient en deux ans d'essuyer une série d'échecs (dont le plus grave fut l'absence de riposte d'ensemble aux 12 500 suppressions d'emplois à Wendel-Sidelor), et beaucoup de travailleurs aujourd'hui, se replient dans la recherche de solutions individuelles ; d'autre part pour la plupart des gens, les vendeuses ne sont pas encore considérées comme des ouvriers à part entière : on a peu l'habitude de les voir lutter, et on les prend moins au sérieux ; cela se reflétait au cours des discussions : on est de tout cœur avec les « petites femmes » mais peu préparé à un débrayage de soutien. C'était donc déjà dans des conditions difficiles que devait démarrer le soutien.

Pour un soutien effectif aux grévistes

Une amère réflexion souvent entendue de la part d'ouvriers de la sidérurgie, était « quand on était en grève, nous, on ne venait pas nous amener du fric, on parlait moins de nous, etc... ». Pourtant, la mise en place des comités de soutien n'est pas une invention de plus due à l'imagination fertile des gauchistes qui maintenant se mettent à « payer des grévistes pour faire la grève » comme le suggère la CGT. Elle renoue directement avec la tradition des vastes mouvements de solidarité autour de luttes dures et longues, comme lors de la grande grève des mineurs de 1963.

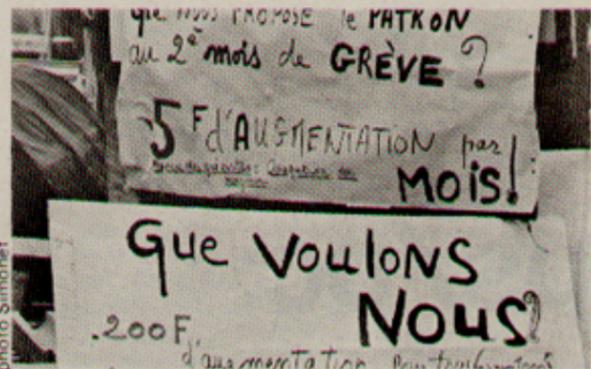
Le rôle fondamental de ces mouvements est, au travers du soutien actif aux grévistes, à la fois de souder la solidarité de classe de tous les travailleurs, à la fois (et ce n'est pas le moins important) de rallier au combat de la classe ouvrière l'ensemble de ses alliés naturels dans la lutte contre les exploités.

Pour la CGT, la solidarité est l'affaire des travailleurs organisés, et d'eux seuls.

« ...Le soutien ? D'abord faire connaître parmi les travailleurs et dans l'opinion publique la légitimité des revendications. Faire en sorte que leur action soit solide. Mais c'est encore leur dire la vérité sur ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas » (Krasucki dans la VO). Mais en pratique, cela s'est traduit à Thionville par la création plusieurs semaines après le début de la lutte, bien après la création du comité de soutien, d'un simple comité de coordination regroupant la CGT, la CFDT, la FEN, FO

et les partis de gauche, dont le rôle s'est limité à convoquer la manifestation du 3 juin et à préparer le service d'ordre. En effet, les filles de Thionville avaient besoin du soutien de toutes les couches de la population ; de celles des sections syndicales d'usines, mais pas seulement. Les lycéens se sont mobilisés, et dans plusieurs cités des initiatives ont eu lieu ; c'était cela aussi qu'il fallait développer ; faire connaître la légitimité des revendications, populariser une lutte, c'est aussi et surtout cela.

La solidarité financière n'est certes pas la solution miraculeuse pour garantir la victoire d'une lutte. L'issue dépend en premier lieu des formes de luttes adoptées par les grévistes et de l'extension au trust et à la région ; mais c'est précisément dans ce cadre qu'il faut tout faire pour le soutien financier, c'est une arme aux mains des grévistes car cela aide à tenir, à résister au bloc patronal, surtout quand il s'agit d'un trust hyper-puissant financièrement.



De même, organiser un soutien actif, cela signifie que les syndicats mobilisent effectivement tous leurs militants, dans leurs usines respectives, mais aussi pour être physiquement présents aux côtés des grévistes à certaines occasions. Or même l'UD-CFDT a été plus qu'hésitante sur cette question : aux premiers affrontements de Richemont des ouvriers d'Oxilor sortent pour prêter main forte : on les renvoie à leur pointeuse ; les consignes de l'UD étaient claires « les gens venus pour nous soutenir se mettent en groupe distinct des grévistes, et n'interviennent pas. S'il y a des bagarres, leur rôle est d'aller témoigner et informer à l'extérieur ».

Après les affrontements du 13 mai, le ton change, et il sera fait appel massivement aux sections syndicales, aux inorganisés, et aux « gens du comité de soutien » ; démagogiquement l'UD et la fédé acceptent même que les grévistes vendent la « Cause du peuple spécial Thionville » les permanents fédé en tête. Un peu plus tard c'est les mêmes qui dénonceront cette initiative qui a nui aux collectes.

Pour un soutien unitaire

Cependant il ne s'agit pas d'opposer au cartel des « forces de gauche » le cartel des révolutionnaires et d'eux seuls. Alors que le comité de Thionville se donnait pour rôle de rassembler « tous ceux qui voulaient faire quelque chose », il s'est coupé des fameuses masses si souvent sollicitées en se situant sur le terrain anti-syndical propre au courant maoïste. Il excluait de fait ainsi la participation d'une série de militants syndicaux, de personnalités, et réduisait d'autant son efficacité. Pour nous, à supposer même que le comité de soutien, exprime une opinion unanime quant à la conduite de la grève, en aucun cas il ne doit chercher à imposer aux grévistes. Et surtout, le soutien aux travailleurs en lutte ne peut pas dépendre de l'appréciation que porterait le comité sur les formes de la lutte décidées par les grévistes.

De même, si le comité de soutien est autonome quant aux formes du soutien qu'il choisit, celles-ci seront en général plus efficaces si elles sont approuvées par les grévistes ou leurs représentants syndicaux : à tout moment, c'est l'unité la plus large qui doit être recherchée.

Faute d'avoir respecté ces principes simples, de nombreuses ruptures s'établirent entre grévistes et comité de soutien. C'est ainsi qu'un camarade maoïste du comité n'a pas pu s'empêcher d'intervenir en tant que militant politique pendant une demi-heure lors d'une assemblée générale de grévistes. Résultat : ces A.G. ont été fermées aux représentants du comité : ils ne pouvaient y venir que pour faire des propositions.

Autre exemple : une semaine après l'assaut des flics à l'intérieur du magasin (le 13 mai), le comité de soutien appelle à un meeting au même lieu sans prévenir les grévistes. Résultat : Païni (secrétaire de l'UD-CFDT) fait condamner publiquement l'initiative.

Une telle attitude a provoqué l'incompréhension de nombreuses grévistes, pour qui l'adhésion à la CFDT au début de la grève était la première étape de leur mobilisation. Elle a aussi provoqué la minorisation du comité, sa réduction à un comité de militants d'extrême-gauche ; cela revient en fait à reproduire à l'inverse les exclusives du PCF puisque seuls peuvent y participer ceux qui acceptent l'orientation anti-syndicale.

Pourtant le comité a joué un rôle important d'apparition publique : c'est la preuve qu'il aurait pu avoir un rôle considérable dans la région de Thionville. De nombreux autres comités ont été créés dans la région, à Forbach, à Metz, à Nancy, à Bar le Duc, sans parler de diverses actions qui eurent lieu à Paris et en province.

Les comités de soutien, ce n'est pas le nouveau gadget de militants révolutionnaires en mal de syndicat. Ils ont un rôle objectif à jouer : ils sont un outil pour organiser l'unité de toutes les couches de la population, aux côtés des travailleurs en lutte, contre le front patronal.

Corinne Triton.



quatrième internationale

le numéro de la revue est paru au sommaire

- Indochine: l'enjeu d'une nouvelle victoire.
- Bilan et perspectives de la nouvelle radicalisation aux USA.
- Dossier Yougoslavie.
- La SFIO, le PS et le réformisme.
- Espagne: Résolution de la LCR.
- Livres: Dans le passé du mouvement ouvrier français.
- Brésil: Déclaration du POC.
- Bolivie: Les combats du 21 août, etc...



ps/pc:

un mariage de raison

● Il y a à peine un mois et demi, cela n'allait pas fort entre le PC et le PS. A qui mieux mieux l'on se tirait dans les jambes. Le Parti Socialiste, fort du succès de l'abstention au referendum, proposait aux formations de la gauche non-communiste une candidature unique aux législatives dès le premier tour. Avec clairvoyance, Georges Marchais s'écriait alors dans l'Humanité : « Tout se passe comme si l'objectif essentiel du Parti Socialiste était aujourd'hui — tout en envisageant un accord avec notre parti — de réduire notre influence, de nous contraindre à jouer le rôle de force d'appoint... » Alors ? Cet accord que l'on nous dit aussi important que le congrès de Tours de fondation du Parti Communiste, efface-t-il définitivement les divergences d'antan ? Les projets politiques du PC et du PS, clairement divergents il y a quelques semaines, auraient-ils soudain trouvé une profonde cohérence commune, un terrain d'entente solide ?

Pourquoi l'accord ?

L'accord tactique conclu le 27 juin a pour origine deux constatations communes au PC et au PS :

1— L'acuité de la crise politique du régime, illustrée par l'absence d'équipe de rechange toute prête pour la bourgeoisie que les rapiécages Chaban-Messmer ne peuvent aucunement pallier, et d'autre part l'acuité de la crise sociale, illustrée par la permanence d'un haut niveau de combativité ouvrière à la veille des vacances, prouvent que la situation est mûre pour briguer le pouvoir. Ces politiciens qui n'ont pour horizon que la triste échelle des élections se sentent « appelés » au pouvoir, ils sentent qu'il leur faut désormais se mettre sur les rangs avec le maximum d'atouts en main. Sinon d'autres les devanceront ! Ainsi, avec leur programme, ils s'installent sur la ligne de départ, mettant d'ores et déjà en avant des garanties de sérieux, de bonne foi progressiste, de capacité à gouverner. Ils s'affirment prêts, que les élections soient avancées ou non. Mais ils ne sont pas pour autant grands-clercs ou très audacieux. S'ils signent un programme de gouvernement et non un simple accord électoral, c'est que ce dernier n'eût pas été crédible opposé aux luttes ouvrières s'affrontant directement à l'Etat fort et à sa police ; il leur fallait répondre en termes de pouvoir et entrebâiller la porte du socialisme. S'ils signent si vite ce n'est pas tant qu'ils le veulent, c'est que la gangrène avancée de l'équipe gouvernementale (bruits de démission de Chaban, confirmés peu après) et la rumeur d'élections anticipées les y poussait irrémédiablement. Marchais et Mitterrand sablant le champagne le matin de l'historique nuit du 27 juin ne font pas l'histoire : ils reflètent en la déformant, parce que sur le terrain électoral, une tension accrue de la lutte de classes en France. Que Mitterrand soit allé « si loin » dans la compromission avec le PC prouve qu'il n'est pas maître des raisons profondes de l'accord ; hier encore il tournait le dos aux communistes, aujourd'hui il va jusqu'à effrayer les notables de l'ex-SFIO souvent élus contre des candidats communistes. Que Marchais ait accepté tant de concessions par rapport aux désirs initiaux du parti, laissant le seuil minimum de nationalisation tomber de 25 à 15 entreprises, le prouve aussi.

2— La deuxième constatation commune aux deux partis est qu'ils ne peuvent se passer l'un de l'autre pour réaliser leur projet. Pour le PS, la signature du programme est le prix à payer pour réapparaître comme une

force politique sincèrement à gauche purgée des erreurs du passé vis-à-vis d'une large fraction de l'électorat progressiste qui le boudait depuis quelques années, lavée du rôle des socialistes durant la guerre d'Algérie, de la présence de Guy Mollet au premier gouvernement de Gaulle, de l'envoi du contingent en Algérie par le même, muni des pouvoirs spéciaux, etc... (car la liste est longue). D'autre part, à plus longue échéance, il tient à s'assurer de pouvoir jouer à saute-mouton, se servant du dos du PC et de ses militants pour accéder au pouvoir en 76. Pour le PC, la signature de l'accord est le garant d'un rapport de forces favorable avec le PS. Il démontre à l'électorat de gauche que c'est le PS qui passera sous les fourches caudines de la démocratie avancée, et non l'inverse, Marchais sous celles de l'aspirant Bonaparte-Mitterrand.

Des contradictions explosives

Ils se rendent compte qu'il faut dès maintenant briguer le pouvoir, qu'ils ont besoin pour ce faire l'un de l'autre. Mais au delà de ce faible terrain commun, les projets sont déjà divergents. Ces désaccords imposent au programme de gouvernement deux contradictions qui à terme risquent d'être explosives.

1— Tout d'abord ce n'est qu'en apparence que le programme PC-PS est « unitaire ». Profondément, dans ses hésitations, ses dérobades, ses nuances infimes, et surtout la fonction tactique que chacun lui assigne par rapport à l'autre et aux perspectives électorales, il est le reflet fidèle de l'incompatibilité relative de leurs projets. Ainsi comment prendre au sérieux comme un axe de construction du pouvoir prolétarien en France un programme dont la partie clé, les nationalisations, a été l'objet de marchandages infinis et n'est que le résultat d'un compromis pourri d'épiciers ? Comment un tel programme, adopté après une lutte à couteaux tirés et par un système de concessions réciproques sans principes, peut-il être quelque chose de cohérent et constructif pour les masses ?

2— D'autre part, et c'est la deuxième contradiction, en adoptant ce programme chacun ne renonce pas à son projet fondamental : gouverner sur le dos de l'autre. Le PS en prenant le PC comme marche-pied pour les élections présidentielles de 76, en subtilisant au PC dans une épreuve électorale sa base de manœuvre, afin de pratiquer durablement un socialisme à la Brandt ou à la suédoise, où une classe ouvrière intégrée ramasserait les miettes de l'expansion. Le PC en utilisant le PS et l'aile gauche des radicaux (rencontre Marchais-Fabre, chef de file de ces derniers, récemment), tremplin indispensable pour accéder aux 51 % fatidiques. Les bureaucrates du parti croient réellement à leurs traditionnels boniments sur la conquête des classes moyennes. Quand ils découpent la société en rondelles, adaptant un programme pour chacune, quand ils accrochent la classe ouvrière au char branlant des classes moyennes, hésitant sans cesse entre le prolétariat et la bourgeoisie, quand ils se refusent à pratiquer une politique offensive vis-à-vis de ces classes moyennes, les appelant à suivre le prolétariat et non l'inverse, ce n'est pas tant pour justifier leurs trahisons. Ils croient réellement à la possibilité d'un pouvoir, à hégémonie communiste, mais qui ne soit ni prolétarien ni bourgeois, un pouvoir où l'alliance de classe exclut seulement la bourgeoisie monopolistique, unique-

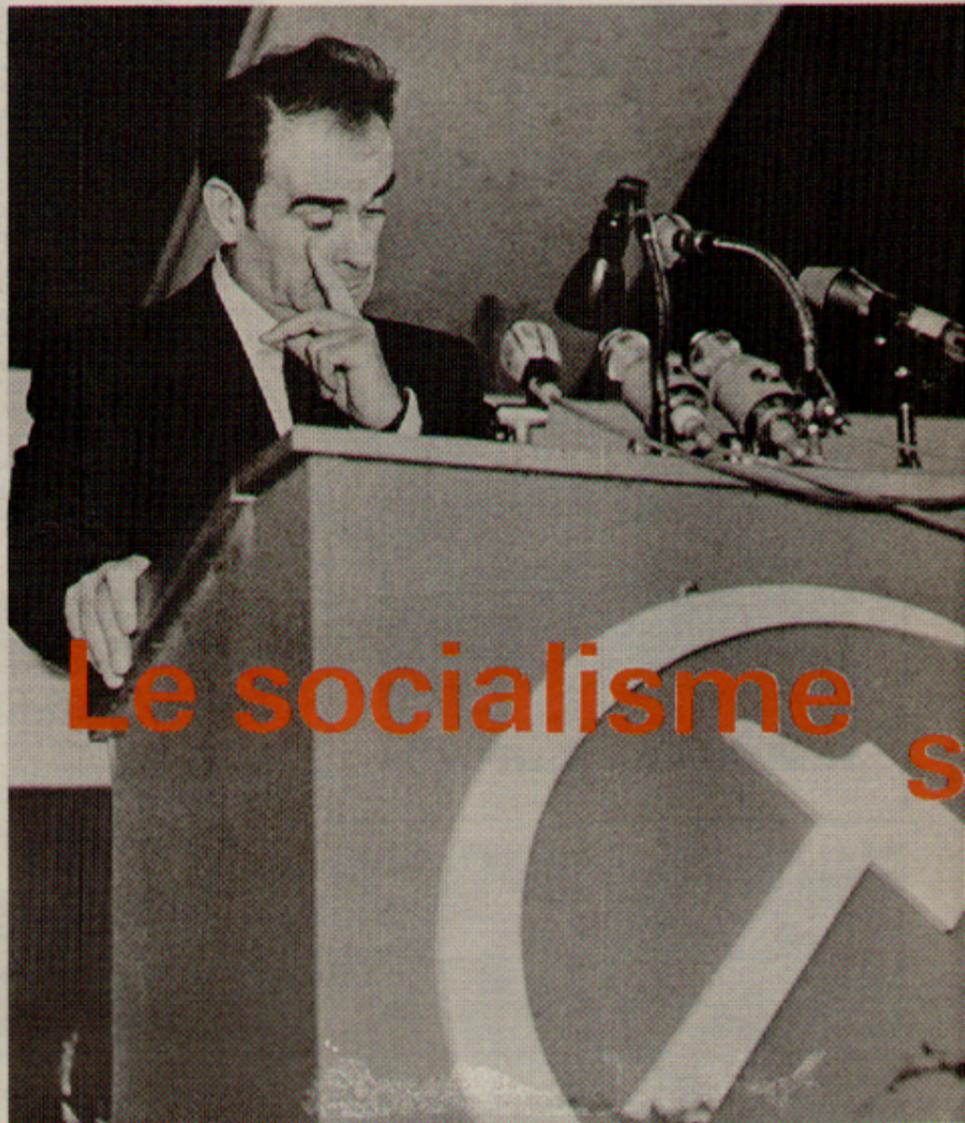


photo GAMMA

Le socialisme S

ment une fraction de la classe dominante. Cette tactique de conquête progressive du pouvoir, réformiste et utopique, qui ne peut qu'amener des ministres communistes à faire la politique d'une fraction de la bourgeoisie, à lui servir de caution vis-à-vis de la classe ouvrière, implique l'alliance privilégiée avec le PS.

La préoccupation respective essentielle tant du PC que du PS est de construire dès aujourd'hui un rapport de forces déterminant pour le jour où ils croient devoir gouverner ensemble. Sur cette question la contradiction entre leurs deux projets est explosive, comme de nombreuses polémiques l'on montré après la signature de l'accord.

Une succession de croche-pied

Du côté du PS Mitterrand a donné le ton dès le lendemain de la signature, à Vienne au congrès de l'Internationale socialiste : « Notre rôle objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes trois millions peuvent voter socialiste ! C'est la raison de cet accord (...) La reconstitution de ce bloc historique en échappant au leadership communiste, l'affrontement sur le terrain par l'analyse et l'action, voilà le seul moyen tactique qui nous soit apparu : le réveil du grand Parti Socialiste, hardiment orienté vers la gauche pour récupérer son authenticité, mais aussi la première place auprès des masses ». On ne peut être plus clair. Et l'Humanité de regretter le cynisme de ce faux frère de Mitterrand, cherchant à gagner l'électorat communiste et non ces « milliers d'électeurs » potentiels encore sous la férule de la réaction. Deuxième son de cloche, allant dans le même sens, chez les socialistes : « Nous ne sommes sûrement pas seuls avec les communistes. Déjà bien des radicaux s'interrogent. Déjà bien des démocrates comprennent le choix qui leur est proposé. On n'est pas seul quand on est entouré de huit, dix, douze ou, pourquoi pas, treize millions de Français » (Mitterrand au congrès des élus socialistes le week-end dernier). Ces déclamations ont pour but de rassurer toute une aile du PS viscéralement anti-communiste, trouvant le prix à payer trop lourd et effrayée par la campagne de la droite traditionnelle l'accusant de traiter avec le diable.

Du côté du PC, l'inquiétude est grande de voir le PS cesser d'être un simple appareil, un simple état-major. Derrière les sourires, la méfiance règne. Et le referendum n'est pas si loin, où le PC n'hésita pas à saborder l'unité pour empêcher Mitterrand de regonfler rapidement la baudruche socialiste.

Ainsi ce n'est pas tant le règne de l'unité que celui d'une lutte serrée, chacun attaquant l'autre pour se renforcer. Cette bataille, symbolisée à une petite échelle par l'élection municipale d'Arles le week-end dernier, où le candidat communiste a été élu sans l'appui socialiste, risque de ne pas toujours être maîtrisée par les adversaires prétendument camarades. Le referendum le prouve. Et le mariage de raison, « conclu sous le régime de la séparation des biens » comme le dit Mitterrand lui-même, risque d'être mouvementé.

Michel Lenoir-Joseph Krasny
Le 5 juillet 72.



« Notre rôle objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste ! C'est la raison de cet accord » (Mitterrand au congrès de l'Internationale socialiste à Vienne)

ans la révolution?

programme commun : la fin et les moyens

● La publication du « programme commun de gouvernement » a suscité une réelle satisfaction chez les militants du PC. Certes, ce programme est un compromis, nous disent ces camarades, mais il n'est pas une compromission. La cohérence du programme communiste a été préservée. Le programme commun n'est pas une simple plate-forme de riposte anti-fasciste comme en 1936 ; il n'est pas un pacte de reconstruction nationale comme en 1945. Il vise réellement à « changer de cap ». Il n'est pas un programme de replâtrage moderniste du système, à la manière des sociaux-démocrates allemands ou des travaillistes anglais : il comporte un ensemble de mesures anti-capitalistes, c'est-à-dire portant réellement atteinte à la puissance et au pouvoir de la grande bourgeoisie.

Les nationalisations ne se réduisent pas à la nationalisation des pertes. Elles concernent non pas les secteurs déficitaires de l'économie, mais certains centres clés de l'accumulation du capital (électronique, chimie, sidérurgie), et le système bancaire, c'est-à-dire le système nerveux de l'économie capitaliste.

Au niveau de l'entreprise, le programme met un terme au pouvoir absolu du patronat : le contrôle syndical est institué sur les licenciements, l'embauche, les cadences, l'organisation du travail, et même sur certaines décisions de gestion.

Au niveau des institutions politiques, tout un ensemble de mesures vise à réactiver les assemblées élues, nationales, régionales, locales au détriment du pouvoir exécutif.

Certes, en politique extérieure des concessions importantes ont été consenties en ce qui concerne l'Alliance Atlantique et la Communauté Economique Européenne. Mais le contexte international de détente restreint considérablement la portée de la première. Le piétinement de la construction européenne et la garantie affirmée de l'indépendance du gouvernement français réduisent les conséquences de la seconde.

Bref, le programme commun affaiblit considérablement la grande bourgeoisie, renforce les positions de la classe ouvrière et des masses laborieuses, libère une dynamique offensive, assure à travers le développement de la « démocratie avancée », la marche de la France au socialisme.

Dans leur polémique avec les militants et les sympathisants du PC les révolutionnaires doivent évidemment tenir compte de ce que le programme commun se présente (et est perçu) non comme un « programme minimum » classique, mais bel et bien comme un programme de transition au socialisme.

Notre critique porte sur le contenu et sur les moyens.

Le contenu

Le programme des nationalisations épargne de nombreux « grands monopoles ». Il est faux de dire qu'il assure le contrôle des « pôles dominants » de l'économie. Le « seuil minimum » défini par le PC présente les qualités élastiques de la peau de chagrin : non seulement il est passé de 25 groupes industriels à 13, mais encore Paul Laurent déclare dans le dernier numéro de « France Nouvelle » (No 1390) : « Il y a toujours distinction entre ce qui sera fait dès la mise en place d'un gouvernement démocratique et ce qui aura un caractère plus échelonné, plus progressif. Exemple : la réalisation du seuil minimum de nationalisations s'étalera sur une certaine période ». Si l'on ajoute à cela le silence embarrasé sur le problème de l'indemnisation des gros porteurs (notamment américains et ouest-européens : comment un membre de l'Alliance atlantique et du Marché Commun pourrait-il « léser » les gros investisseurs ?) on constate que le gouvernement PS-PC ne disposera au départ que de l'actuel secteur public étendu et non des leviers de commande économique, comme il le prétend. Ces leviers demeureront entre les mains du grand capital, qui les actionnera pour faire capoter la « démocratie avancée », comme il l'a toujours fait en pareille circonstance.

L'ensemble des mesures de démocratisation des entreprises vise non pas à assurer un réel contrôle ouvrier sur la production (effectuée par les travailleurs et leurs délégués, organisés à la base par atelier et par chaîne) mais à conférer un droit de regard à la bureaucratie syndicale, débouchant sur une co-gestion entre fonctionnaires de l'Etat et permanents syndicaux. Cette conception bureaucratique, limitative de la démocratie ouvrière, symbolisée par la revendication d'une heure d'information du personnel par mois (!) n'a pas les vertus éducatives et mobilisatrices de la revendication révolution-

naire du contrôle ouvrier par les conseils élus de travailleurs.

Commentant les réformes institutionnelles, le très réactionnaire « Figaro » (qui ne cesse pourtant de vitupérer contre le programme commun en des termes dignes des pires années de la guerre froide) reconnaît « ...qu'au total, les changements envisagés touchent plus d'une trentaine d'articles de la Constitution. Une analyse plus attentive révèle que si l'apparence est de changement, la réalité recouvre plutôt la reconnaissance des principes fondamentaux du système institutionnel actuel et joue même sur certains points, dans le sens d'une cohérence accrue » (1).

Quant à l'allégeance du gouvernement PS-PC au Marché Commun et à l'Alliance Atlantique, elle en dit long sur sa détermination à changer réellement de système socio-économique.

Les moyens

Mais pour nécessaire qu'elle soit, la critique du contenu du programme commun ne suffit pas. Elle se complète et s'éclaire par la critique des moyens que ce programme préconise pour arriver à ses fins, c'est-à-dire par la critique de la stratégie dont il est le produit. Cette stratégie se fonde encore et toujours sur l'électoratisme, c'est-à-dire sur l'illusion qu'on peut réaliser la plus formidable révolution sociale de tous les temps, déposséder la plus puissante classe dominante de l'histoire, au moyen des élections, dans le respect de la légalité édictée par l'ennemi. Cette idée est tellement saugrenue qu'il est relativement facile d'acculer sur ce terrain les militants du PC dans leurs derniers retranchements et de convaincre les travailleurs combattifs. Toute l'histoire du XXème siècle, et encore sous nos yeux l'exemple du Chili, montrent que l'on ne substitue pas le socialisme au capitalisme insensiblement, petit à petit, « sans heurts ni drames nationaux ».

Quelle que soit l'ampleur de la victoire électorale, quelles que soient les intentions du « gouvernement démocratique », s'il laisse intact l'appareil d'Etat que la classe dominante s'est forgée au cours des siècles, s'il maintient en place les institutions et le haut personnel qu'elle s'est donnée, il lui laisse la réalité du pouvoir. Et elle l'exercera pour mettre en échec, par tous les moyens, les mesures qui portent atteinte à ses intérêts fondamentaux.

On ne peut imposer des mesures réellement anticapitalistes que sur la base d'un puissant mouvement de masse, organisant les travailleurs sur leurs lieux d'existence sociale, pour l'exercice du pouvoir.

Aux militants du PCF nous disons : n'attendez pas une hypothétique victoire électorale en 1976 ! Vous voulez en finir avec les pouvoirs absolus du patronat dans l'entreprise ? Vous voulez instaurer le contrôle des salariés sur l'organisation de leur travail et au-delà, de toute la production ? Vous voulez le contrôle des représentants des travailleurs sur les licenciements, l'embauche, les cadences, les cotations, l'avancement ? Fort bien. Nous ne sommes pas d'accord avec les formes que vous préconisez, que nous jugeons bureaucratiques. Discutons-en devant les travailleurs, et qu'eux seuls décident. Mais rien n'empêche d'engager dès aujourd'hui la lutte sur ces objectifs. N'attendons pas qu'ils nous soient octroyés par un « gouvernement démocratique ». Peut-être ne viendra-t-il pas ; peut-être aura-t-il changé de programme... Imposons ces revendications maintenant par la lutte. Le PS et le PC se sont mis d'accord sur un programme commun ? La plupart des syndicats s'affirment d'accord avec leurs objectifs ? Qu'attend-on pour organiser la lutte unitaire à la base sur ces objectifs ? C'est en organisant, de la base au sommet, le mouvement de masse dans les entreprises et les localités que, d'une part, on créera le rapport de forces favorable à la victoire des travailleurs ; et que, d'autre part, on les formera dans leur masse à l'exercice du pouvoir économique et politique, c'est-à-dire qu'on forgera le cadre institutionnel du pouvoir socialiste.

Mais loin de choisir la voie de la construction d'un mouvement de masse offensif, le PCF ne néglige aucun effort pour maintenir la combativité populaire dans des limites compatibles avec son objectif primordial : gagner une fraction aussi large que possible de l'électorat modéré. Les revendications seront satisfaites par le gouvernement démocratique. Les luttes de masse ne doivent en aucun cas gêner son avènement électoral. Ainsi le PC se prive-t-il et du rapport de forces indispensable pour imposer y compris ses propres objectifs ; et de la force consciente et organisée, susceptible de mettre en échec le sabotage de la grande bourgeoisie en cas de victoire de l'Union de la Gauche en 1976.

A.M. Lespinasse.

(1) Figaro du 3 juillet. Jean-Luc Parodi : « La gauche unie accepte-t-elle la règle du jeu ? ».

stages d'été

Le nombre de demandes d'inscription aux stages d'été nous contraint à multiplier les stages 1 et 2. L'un aura lieu dans la région parisienne, l'autre dans la région toulousaine. Ainsi tous les camarades ayant demandé une inscription doivent se considérer comme acceptés au stage de leur choix, excepté ceux qui recevront une circulaire spéciale. Les camarades du Midi des stages 1 et 2 seront regroupés dans la région de Toulouse et informés de leur lieu de stage par lettre.

Pour tous renseignements, permanence téléphonique au local de la Ligue, à Paris et à Toulouse. Accompagnez toute correspondance d'une enveloppe flimbree pour la réponse.

FOYERS
DE
JEUNES
TRAVAILLEURS:

la fièvre monte

● Un mois après la grève victorieuse des salariés de l'ALGT (association pour le logement des jeunes travailleurs) les jeunes travailleurs-résidents engagent à leur tour l'épreuve de force avec la direction de cette soi-disante « œuvre sociale ».

Depuis le 1er juillet, ils refusent dans plusieurs foyers (Epinay, Clichy, Gagny, Sarcelles filles et garçons) de payer une nouvelle augmentation de pension de 40 F (soit 11 %).

A Epinay et Clichy, le mouvement est suivi massivement par les jeunes travailleurs. Ils n'acceptent plus aujourd'hui ces augmentations constantes (20 F en 1971, 30 F en octobre prochain) qui amputent peu à peu leur pouvoir d'achat déjà bien maigre.

En faisant la grève de l'augmentation, les jeunes travailleurs, après les salariés, entendent mettre un terme à cette soi-disante politique de « logements sociaux » qui s'effectue sur leur dos, et à bon compte, par l'État et le patronat, premiers bénéficiaires de cette concentration de main d'œuvre jeune.

La direction sentant le vent venir tentera une première fois de briser la mobilisation et de diviser les jeunes travailleurs en sortant de son sac à malices le gadget de l'allocation-logement (qui ne résoud aucun problème bien entendu !).

C'était méconnaître la détermination des jeunes travailleurs à engager la lutte. Ceux-ci ne se laissent plus prendre aux subterfuges de la direction ; tout au long de l'année, ils se sont rendus compte que le combat payait plus que le dialogue ou la « figuration » au conseil d'administration.

Pour l'heure, la direction refuse de percevoir la pension à son ancien taux (380 F) et tente par là de démoraliser les jeunes travailleurs en les privant du bénéfice du restaurant (les tickets-restaurants ne sont plus distribués).

Face à cette manœuvre, les comités de grève locaux ont pris les mesures qui s'imposaient : les selfs sont forcés massivement.

Mais la direction ne s'arrête pas là : pour tenter de briser le mouvement, elle redouble de virulence dans ses attaques : menaces de fermeture du restaurant et du foyer.

Que la direction s'avise de mettre en pratique ses menaces et c'est au front des salariés de l'association et des jeunes travailleurs qu'elle devra faire face.

Car aujourd'hui ses ultimatums ne visent plus des résidents isolés ; les jeunes travailleurs en lutte ont tissé des liens très étroits avec les travailleurs et les sections syndicales (SNCLEP, CFDT) qui ont affirmé leur entière solidarité avec l'action.

Sur les quartiers, des comités de soutien comprenant des organisations politiques et syndicales (Ligue, PSU, CFDT) sont mis en place : le travail de popularisation de la lutte est commencé auprès de la population locale.

Dans les autres foyers de l'ALJT qui ne sont pas en grève, la solidarité se développe, l'échéance du mois d'août est déjà préparée.

Une action centrale au siège de l'ALJT où sera réaffirmé le refus des jeunes travailleurs de payer l'augmentation, devait avoir lieu ce jeudi 6 à Paris.

- Victoire de tous les foyers !
- Solidarité de tous les foyers !
- Unité personnel résidents !
- Tous unis, nous vaincrons !

Correspondant

répression patronale

Pas de vacances pour la répression.

Au contraire même, plus d'un employeur tente de mettre à profit la relative démobilité des travailleurs pour porter ses mauvais coups.

Cette semaine, trois affaires nous semblent particulièrement significatives du mépris de certains employeurs - publics ou privés - vis à vis de la législation sociale en vigueur.

locatel

UN
DANGEREUX
PRÉCÉDENT

● Le délégué syndical CFDT de Locatel est menacé de licenciement, pour des raisons purement syndicales. Le patron n'a même pas jugé bon d'invoquer la faute professionnelle ou la compression d'effectifs... Les motifs retenus sont les suivants :

- défense d'une employée de la cantine, elle-même menacée d'un licenciement abusif, et popularisation de son cas dans les services.

- photocopie du contrat de travail de l'employée. Le chef du personnel, contrairement à toutes les règles légales, avait « omis » de remettre le double du contrat à l'intéressée. Ce qui lui permettait de soutenir que le licenciement ne le concernait pas directement.

- dénonciation de la complicité entre Locatel et le traiteur de la cantine (la bonne cuisine française) qui loue son personnel à Locatel.

Le vendredi 23 juin, le délégué est mis à pied. Le 30 juin, le comité d'entreprise - composé en majorité de membres du syndicat maison, le GIPL - émet un avis favorable à son licenciement.

la riposte

Ce licenciement n'est pas fortuit : le patron cherche par là à frapper une section syndicale jeune et active : depuis sa création en 70, plusieurs augmentations uniformes et la reconnaissance de la semaine de 40 h ont été obtenues. Les travailleurs de Locatel, réunis en Assemblée Générale, votent la grève pour la matinée du 30 juin (date de la réunion du comité d'entreprise). Les installateurs, qui ne travaillent qu'à partir de 14 h, décident de faire la grève du zèle. Conséquence : le patron est obligé de louer à grand frais, les services d'une autre entreprise.

A l'extérieur, la solidarité s'organise. Les organisations révolutionnaires (Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, PSU, ORA) à la demande de la section CFDT de Locatel, popularisent l'affaire par voie d'affiches. Et sous la pression de la base, l'UL-CGT accepte de publier avec l'UL-CFDT, un tract commun diffusé dans toutes les entreprises et aux sorties de métro de Levallois.

Deux absents dans cette campagne : le PC et le PS. Au moment même où ils signent leur accord commun qui reconnaît entre autres la nécessité de défendre les droits syndicaux dans l'entreprise ! Ils ont même refusé de participer à la réunion unitaire organisée par la section CFDT de Locatel. Motif invoqué : « impossible de discuter avec des organisations gauchistes... ».

Déjà des pétitions de toutes les entreprises de Levallois ont été envoyées à l'inspection du travail. Déjà des délégations de cinq entreprises sont venues apporter leur soutien aux travailleurs de Locatel. La campagne de popularisation et de mobilisation menée par les organisations d'extrême-gauche continue.

Groupe « Coccinelle Rouge » Locatel

imp de trois sy

NON
AUX ÉDUCATEURS
GARDES-CHOUERMES

● Les Instituts Médico-Pédagogiques se donnent pour but de réinsérer de « jeunes délinquants » dans la société. Pour cela, ils doivent y apprendre les valeurs (morales, sociales) qui la régissent, et ce au travers d'un « système éducatif » militariste et répressif à outrance.

A Troissy (Marne), depuis le début de l'année, un groupe d'éducateurs a refusé ce « système éducatif », notamment en donnant la parole aux enfants pour qu'ils s'expriment librement.

Une telle action aurait été tolérée si les éducateurs ne s'étaient organisés en collectif CFDT pour répercuter la politique de la DASS (1) dans l'Enfance Inadaptée, et la dénoncer devant les travailleurs (la grosse majorité des enfants est issue de la classe ouvrière).

Cette politique consiste à fabriquer des manœuvres dociles au rabais (dans certaines entreprises rémoises, les heures supplémentaires sont payées au tarif normal plus 10 centimes !).

Résultats : 5 éducateurs licenciés. Motif : insuffisance professionnelle...

Face à l'intransigeance des responsables devant les nombreuses démarches administratives, une manifestation est organisée par la CFDT lors de la venue de Dienesch à Reims. Une seule réponse : quatre flics par manifestant.

Un piquet d'information est alors organisé devant l'IMP de Troissy où les travailleurs de l'Interprofessionnelle et les licenciés se relaient pendant plus de deux semaines.

Cette action a permis non seulement la prise de conscience des travailleurs de l'Interprofessionnelle des problèmes de la Santé Publique, mais a aussi favorisé la jonction entre les travailleurs des différents secteurs Santé.

En effet, qu'ils soient en hôpital psychiatrique, en centre hospitalier ou en IMP, ils ont compris que leur travail consistait à étendre l'exploitation au domaine de la Santé.

Aussi l'information est-elle étendue, au moyen de piquets, à tous les établissements sanitaires et sociaux de la Marne, en prenant Troissy comme exemple de la politique gouvernementale de la Santé.

La réceptivité des travailleurs et leur sensibilisation à ce problème inquiètent d'ores et déjà la majorité centriste d'Epernay et UDR de Reims. La rentrée prochaine et la proximité des élections permettront de leur reposer le problème de leur politique en matière de Santé.

Réintégration des licenciés de Troissy !
Droit syndical pour tous !
Non aux éducateurs garde-chiourmes !
Pas de manœuvres au rabais !

(1) Direction de l'Action Sanitaire et Sociale.

Correspondant



toulouse

LE
PATRON
CONDAMNÉ
EN
PRUDHOMME!

● Suite au licenciement abusif de deux employés d'une clinique privée, s'est constitué un Comité de lutte pour leur défense, dont le but est de faire de leur cas un coup d'arrêt face aux patrons. Les syndicats Santé Privée CGT et CFDT ont accepté de défendre juridiquement les camarades jusqu'à leur réintégration à Toulouse.

Condamné en Prud'hommes, le patron et sa confrérie ont décidé d'aller au tribunal, et réduisent au chômage les deux camarades sur la place de Toulouse.

Aussi le Comité de lutte fait-il appel à la solidarité financière pour tenir et gagner face à la confrérie des patrons des cliniques privées.

Versez, avec l'indication « Pour le CL-DCP », au Crédit Lyonnais, CCP 504 Toulouse, compte 36-15-578-1.

Correspondance : J. Giron, 32 rue Albus, 31 Toulouse.

sollac

REINTÉGREZ
ANDRÉ LESIEUR!

● André Lesieur a été licencié de la Sollac le 9 juin dernier pour avoir eu dans son vestiaire une dizaine de tracts du comité de lutte Sollac. Devant ce licenciement abusif une délégation du Comité de Soutien à André Lesieur, comprenant des universitaires, des étudiants, des ouvriers, des grévistes des Nouvelles Galeries, s'est rendue le 21 juin aux grands bureaux de la Sollac pour exiger des explications. La direction a refusé de les recevoir. Une réunion d'information a eu lieu le 23 à Uckange afin de préparer la riposte nécessaire.

VIENT DE PARAITRE

joint français avril/mai 72



prix: 3 fr. envoi franco: 3 fr. 50

de
à colere
à la victoire

coder.marseille

EN GREVE DEPUIS 21 JOURS

● La Coder est une entreprise de métallurgie (wagons-citernes) dirigée par 14 banques ; elle emploie 1 500 travailleurs. Comme les salaires y sont très faibles (un P3 gagne moins de 6 F de l'heure !), les ouvriers qui veulent augmenter leurs salaires sont obligés de développer la prime au rendement.

A cause d'une brimade infligée par un cadre à un ouvrier, l'atelier débraie, puis le mouvement s'étend rapidement aux autres ateliers.

Dès le premier jour de la grève, la section CGT Coder organise un vote à bulletin secret pour ou contre la grève. Une majorité « pour » se dessine. Alors la section en profite pour plaquer le cahier de revendications (le % d'augmentation de salaire réclamé n'est même pas indiqué !).

Cependant consciente qu'elle s'adresse à une direction et non à un patron, elle préconise des formes de lutte dures (piquets de grève, occupation) mais de façon peu convaincante. Tant et si bien que, si des centaines de travailleurs sont là tous les matins devant l'entreprise pour assister à des AG, ils ne prennent pas en charge pour autant l'occupation massive de l'usine (50 au piquet de grève à l'intérieur de la boîte et la nuit c'est la Société Provençale de Surveillance qui surveille l'usine !).

Après une semaine de grève, à partir du 23 juin, l'UD-CGT tente de récupérer la grève. Elle refuse de mettre en place un comité de soutien prétextant que la seule façon de continuer c'est de rentrer travailler en employant d'autres moyens revendicatifs ! Le 30 juin, alors que la direction bloque toujours les négociations, l'UD-CGT en AG des grévistes propose un vote à bulletin secret pour la reprise ou non du travail. La CGT Coder s'efface devant une nouvelle initiative bureaucratique. Mais sur un effectif de 1 500 travailleurs, il y a seulement 802 votants dont 473 qui se prononcent pour la reprise.

Sur la base de ces résultats, la CGT estime à juste titre qu'il faut continuer la grève jusqu'à satisfaction des revendications ; d'autant que la direction fait toujours la sourde oreille et refuse d'accorder quoique ce soit, sous prétexte de « difficultés économiques ».

A l'heure actuelle, la grève est à un tournant. Il faut constater que beaucoup

d'éléments n'ont pas contribué à la renforcer. Au fil des jours, on a assisté à une certaine démobilisation des travailleurs devant l'entreprise (faute d'objectifs clairs (quelles revendications de salaires ?), faute d'un appel à l'occupation fait avec force. Quant à l'UD-CGT, responsable d'un vote à bulletin secret qui a divisé les travailleurs, elle a ébranlé la combativité de la grève. Ce qui a permis à la CGT-FO d'appeler à rentrer en affirmant qu'elle ferait tout pour la liberté du travail. Ce qui peut permettre à la direction de casser la grève en utilisant les jaunes ou les forces de police..., et de tenter comme elle le fait maintenant, un vote par correspondance, à domicile !

C'est pourquoi plus que jamais, il est nécessaire de renforcer le mouvement par des perspectives claires et précises de lutte.

Notre intervention

Nous sommes toujours intervenus dans le sens de l'unité et du renforcement des formes de lutte, face à un patronat intransigeant. Nous avons développé les thèmes suivants :

- des revendications unifiantes : intégration du boni au salaire, 150 F pour tous soit 80 centimes horaires uniformes, ouverture d'une cantine, 1 h d'information syndicale par mois payée par le patron, arrêt des brimades et des sanctions
- une occupation massive et le renforcement du piquet de grève
- une organisation démocratique de la grève, avec comité de grève élu et révocable en AG, et AG se tenant à l'intérieur de l'usine.
- l'organisation d'un comité de soutien le plus large possible.

Et maintenant ?

Devant l'intransigeance de la direction qui refuse toujours l'ouverture de négociations, la grève dure depuis 21 jours. Les collectes se multiplient : la CGT et la CGT-FO de Coder ont adressé leurs remerciements à la Ligue pour ses collectes.

Mais il va de soi que la solidarité s'organisera de façon plus féconde dans le cadre d'un comité de soutien, dont le but est d'apporter un soutien financier aux grévistes et de populariser la grève sur toute la ville.

Pour la deuxième fois, la Ligue a convoqué toutes les organisations susceptibles de soutenir la grève pour envisager la constitution d'un tel comité (CGT, FO, CFDT, FEN, SNES, SNE Sup, PC, PS, MJS, CERES, LO, UEJF, Association des syndicats de familles, FNSEA, MODEF, Ligue des droits de l'Homme, PSU, Révolution, etc...)

Pour la victoire des grévistes de Coder Solidarité !

Correspondant

neyrpic

APRES CINQ SEMAINES

● Au Joint, la direction de la CGE-Alstom avait déjà montré son vrai visage. A Neyrpic, elle n'est pas différente. Marty, le patron local, est un patron de choc. Devant plus de cinq semaines de grève, il n'a rien voulu entendre des revendications des 97 grévistes (200 F et qualification d'OP) ainsi que celle des 422 lock-outés. Ses propositions maximum, malgré les 12 % d'augmentation du chiffre d'affaires, sont une injure pour les grévistes : elles n'ont jamais dépassé 40 F, base 40 h.

...Comment brader une lutte

La fraction stalinienne a une tactique bien connue. Toute lutte qu'elle ne contrôle pas totalement, qui n'entre pas dans sa stratégie de « pressions-négociations » est aventuriste. A Neyrpic, la puissante fraction du PC n'a jamais été « contre le mouvement », mais... elle n'a

rien fait pour qu'il soit victorieux. La manifestation du jeudi 29 par exemple, a été délibérément sabotée par les exclusives contre les 1 000 manifestants des comités de soutien. Mais plus encore : la fraction stalinienne a réussi à faire abandonner dans une assemblée réunissant grévistes et lock-outés, la revendication de 200 F pour tous, pour imposer un compromis : les 80 F en deux fois. Pour la direction de la CGT, conduire un mouvement revient à imposer aux travailleurs ses propres vues par une pseudo consultation où on leur demande de choisir entre deux compromis. Isoler le mouvement, attaquer les « grévistes mécontents », démobiliser le mouvement de solidarité, telle est la tactique qu'a choisie de fait la direction cégétiste. Le patron n'est pas myope. Il a compris qu'en haussant le ton, il reprendrait les choses en main. Il propose 40 F, la CGT 80 F. On va trouver un compromis !

Les négociations ont duré plus d'une dizaine d'heures. Pendant ce temps, les grévistes étaient renvoyés chez eux.

De compromis en compromis, on trouve un accord... qui brade cinq semaines de lutte.

La grève terminée, un goût amer reste dans la bouche des travailleurs. Le mouvement, au départ, était leur bien. A l'arrivée, quelqu'un d'autre avait usurpé leur force. Cette leçon ne restera pas lettre morte.

Correspondant

allco.ballainvilliers

PREMIERE VICTOIRE APRES UNE GREVE DURE

● Les exemples du Joint Français, des Nouvelles Galeries ont profondément marqué ceux qui, aujourd'hui, entrent en lutte. Peu à peu leurs leçons sont assimilées. Témoin la récente lutte à Allco.

Allco : une entreprise de 120 personnes implantée depuis un an à Ballainvilliers dans l'Essonne. Des salaires de misère (5,40 F pour un OS 2), des horaires éreintants (42 h 25 par semaine), des transports difficiles dans une région aux loyers élevés : tel était le sort des travailleurs fabriquant des enregistreurs graphiques. Travailleurs formés sur le tas, soumis au bon vouloir du « chef » d'atelier, avec une forte proportion de femmes. Dans l'usine, une section CFDT syndiquait une quinzaine de personnes.

Le 23 juin, profitant de la journée CGT-CFDT, dans cette maison sans traditions de lutte, les travailleurs posent leurs revendications, modestes :

- pas de salaires inférieurs à 1 000 F
- un 13ème mois pour tous,
- établissement d'une grille de salaires,

Le patron qui n'avait pas l'habitude d'une telle « arrogance », refuse toute négociation. A partir de ce moment, le mouvement s'accélère : les travailleurs de la production sortent, la grève illimitée sur ces revendications est décidée par 46 personnes sur les 55.

Le mercredi suivant, le PDG, faisant semblant de céder, propose d'augmenter de 25 centimes horaires les salaires de 17 OS, « à condition qu'elles reprennent immédiatement le travail ». Manœuvre grossière que les grévistes déjouent. Ce même jour, des contacts sont noués avec des militants de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière. Un comité de soutien est rapidement mis sur pied à la faculté d'Orsay avec l'aide de la CFDT locale (le dirigeant de la CGT refuse d'y participer) ; la collecte du vendredi y rapportera 930 F en deux heures. D'autres collectes, organisées souvent à la hâte sur les usines de la région, rapporteront 600 F.

- Le vendredi soir le patron lâche :
 - 10 cts au 1er juillet, plus 15 cts au 1er septembre pour 17 OS 2,
 - 3 % d'augmentation pour tous,
 - 66 % du 13ème mois, plus un pour-

centage sur le chiffre d'affaires (en principe contrôlé par les délégués),

- ouverture de discussions sur les grilles de salaires.

Si la solidarité commençait à s'étendre et pouvait rapidement gagner toute l'Essonne, en revanche, l'approche des vacances rendait difficile la prolongation de la grève pour toutes les revendications. Mais ce n'est que partie remise, et c'est bien le sentiment de ceux qui sont rentrés.

La lutte a montré la combativité des grévistes, présents au coude à coude, chaque jour, aux portes d'Allco : « on ne cédera pas », proclamaient les caisses de collecte. Elle a aussi permis de briser la barrière anti-gauchiste patiemment montée par la grande presse : si les camarades de LO et de la LC ont été au début accueillis avec méfiance, rapidement ils furent admis dans la lutte, participant aux collectes aux côtés des grévistes.

Mais l'absence de traditions de lutte a aussi marqué cette grève : les négociations ont été assumées par les délégués du personnel élus avant la grève. Les décisions étaient prises par les grévistes, mais jamais il n'y a réellement eu organisation collective de la grève avec comité de grève élu et révocable. Cela a conduit à certaines hésitations. Ainsi, le vendredi 30, les grévistes occupent le bâtiment, étendent la grève à l'atelier de mécanique. Mais la décision a été prise sans discussion réelle, sans organisation autre que celle des dirigeants CFDT, « avant-garde » reconnue du mouvement. Résultat : quand le patron dit qu'il ne discutera pas « sous occupation », et fait venir, en intimidation, 3 ou 4 flics, les grévistes se retirent dans la confusion et dégagent la porte d'entrée bloquée depuis une semaine par les voitures. La mécanique, tout en se déclarant « solidaire » de la grève, reprend le travail.

Mais l'essentiel est qu'une victoire, même partielle, a couronné la lutte. La section CFDT sort renforcée par une importante syndicalisation : ses militants ont été le noyau de la grève.

Cette grève prend sa place dans les luttes qui ont récemment eu lieu dans l'Essonne, dans des entreprises de petite et moyenne dimensions, EGCC à Ste Geneviève des Bois, SAFAA et CGCT à Massy, tandis que dans d'autres entreprises, Créte à Corbeil, Montsouris à Massy, une combativité réelle a été empêchée de trouver son expression dans la lutte, par les bureaucrates du PCF.

Ces luttes n'ont pas toutes mené à des victoires, mais elles ont révélé la combativité ouvrière, l'existence sur le département de forces souvent capables d'organiser la solidarité, et la compréhension par les travailleurs eux-mêmes de la nécessité de ce soutien pour vaincre la résistance patronale.

Correspondant.

VIENT DE PARAITRE:

prix: 2 fr. envoi franco: 2 fr.50

avortement et contraception libres et gratuits



la guerre du lait

DOCUMENT ROUGE N° 19

à nos lecteurs les brochures de la collection «Qu'est-ce que?», série verte, sont actuellement épuisées.
N°2: la lutte de classes
N°3: l'anarchie capitaliste

deux criminels de guerre

La destruction de digues : des nazis en Hollande à Richard Nixon en Indochine.



Arthur Seyss-Inquart
Gauleiter nazi de la Hollande occupée
Jugé à Nuremberg.
Pendé le 16 octobre 1946.



Richard Nixon
Président des U.S.A.

Déclaration de Seyss-Inquart au Tribunal de Nuremberg, le 11 juin 1946 :

« Les inondations dans les Pays-Bas furent préparées par la Wehrmacht dans des buts de défense ; il s'agissait d'inondations rendues nécessaires par une situation stratégique donnée » (Actes du Procès de Nuremberg, vol. 16, p. 19).

Déclaration de Richard Nixon à la presse américaine, le 30 avril 1972 :

« Les digues au Vietnam du Nord sont un objectif stratégique et indirectement un objectif militaire » (Le Monde, 28 juin 1972).

Toute ressemblance n'est pas une pure coïncidence. Il s'agit de deux criminels de guerre, l'un déjà mis hors d'état de nuire, l'autre actuellement à la tête de la plus grande puissance militaire de tous les temps.

Arthur Seyss-Inquart, gauleiter nazi des Pays-Bas, a détruit les digues qui protégeaient de vastes régions de Hollande gagnées à la mer au cours des siècles, en avril 1945, à la veille de la défaite nazie dans la Seconde Guerre Mondiale. Les inondations ont submergé 395 000 hectares de culture, soit 17 % des superficies cultivées du pays. Ceci fut un des crimes qui le fit condamner à la pendaison à Nuremberg.

Richard Nixon est en train de bombarder les digues vietnamiennes et risque de provoquer ainsi l'inondation du Delta du Tonkin, en un dernier forfait désespéré, pour éviter la défaite de l'impérialisme US en Indochine. Le nombre de victimes et de dégâts qu'une telle folie criminelle provoquerait au Vietnam serait incomparablement plus grand qu'en Hollande en 1945.

Arrêtons la main criminelle avant qu'il ne soit trop tard !

DERNIERE MINUTE

La préfecture des Alpes Maritimes et l'Amirauté de la 1^{re} Flotte US étaient à Cannes, Mardi 4 Juillet, la fête de l'indépendance américaine. Les militants anti-impérialistes la célébrèrent à leur manière. Nous en rendrons compte la semaine prochaine.

Digue maritime de Ha Dong (province de Quang Ninh) après le bombardement. Les eaux de la mer envahissent les rizières.



29 juin: les digues bombardées, mobilisation!

8 000 personnes en tout et non « plusieurs dizaines de milliers » comme l'a annoncé l'Humanité. C'est peu pour la manifestation du 29 juin appelée par 49 organisations ! Mais 2 000 avec le Front Solidarité Indochine, c'est encourageant !

Quelles qu'aient été les intentions initiales du PCF et malgré le sectarisme habituel, le cortège FSI a pu partir presque immédiatement après celui des 49, derrière un cordon sanitaire somme toute assez mince et très hétérogène dans ses réactions. Rapport de forces oblige !

Ainsi les mots d'ordre du FSI (« Les digues bombardées, mobilisation ! », « Unité contre l'impérialisme ! », « Pas d'accord dans le dos des Vietnamiens ! », etc...) et l'explication de ces mots d'ordre lancés à l'aide d'une puissante sono, ont touché non seulement la population nombreuse à nous regarder défilé, mais aussi les rangs du premier cortège, suscitant des réactions très diverses :

rage contenue chez les bureaucrates du PCF ; hystérie agressive chez certains membres du S.O. (des journaux vietnamiens vendus par un camarade du FSI dans le cortège des 49 ont été arrachés par un membre du S.O. !); une certaine perplexité chez beaucoup, habitués aux calomnies contre le FSI ; mais aussi de la sympathie (plusieurs centaines de journaux vietnamiens ont été diffusés y compris dans les rangs du premier cortège !).

Mais personne n'est dupe. Une manifestation bâclée à la veille des vacances sans explication ne pouvait mobiliser des « dizaines de milliers de personnes ». Cela ne signifie pas, et les résultats du FSI l'attestent, qu'il n'y ait pas réceptivité et sensibilisation dans la population. Le travail d'explication poursuivi pendant les mois d'été créera les conditions pour des mobilisations de masse à la rentrée en solidarité avec l'Indochine !

6 HEURES POUR L'INDOCHINE A MARSEILLE LE 28 JUIN

Le 28 juin. 6 heures avec Madeleine Rébérioux du Bureau National du FSI, qui ont duré 8 heures et ont rassemblé 500 personnes, la plupart étant des jeunes travailleurs avides d'explications politiques.

A l'issue de ce premier meeting du FSI à Marseille, un comité d'une vingtaine de personnes s'est créé. Les militants de Révolution ! qui ne participent pas au FSI étaient présents dans la salle. Mauvaise conscience ?

Un bon début pour le FSI de Marseille et un encouragement pour les militants de la Ligue qui ont été les seuls dans l'extrême gauche à se battre pour la construction d'une organisation de masse de solidarité avec l'Indochine.

appel

A l'initiative d'un collectif d'enseignants du lycée Lakanal.

Appel contre les bombardements des digues au Vietnam par l'aviation US

« Dans quelques semaines, les fleuves qui traversent les plaines du Nord Vietnam vont être en crue, et une catastrophe susceptible de causer la mort de plusieurs millions de personnes — soit l'équivalent de l'effet que provoqueraient plusieurs bombes atomiques — risque de se produire.

En effet, les bombardements massifs auxquels se livre l'aviation américaine, sur les digues et sur les bourrelets alluviaux où coulent les fleuves visent — en toute connaissance de cause — à provoquer le déversement des eaux sur les plaines du contrebas. Dans ces plaines vivent 800 habitants au km² ; soit 15 millions de Vietnamiens.

Les soussignés, de toute appartenance philosophique, politique ou religieuse, affirment que si les digues se rompent cet été au Nord Vietnam, la responsabilité de ce génocide doit peser sur le président Nixon, de la même façon que s'il avait ordonné un bombardement atomique.

Ils appellent tous ceux et toutes celles que la préméditation de ce forfait indigne de se joindre à eux sans tarder et à faire connaître leur protestation dans tous les milieux.

Ils adjurent le peuple américain d'exiger de son gouvernement l'arrêt de ces bombardements criminels ».

Le FSI s'associe à cette initiative.

Faire parvenir les signatures à : Y. Letourneur, 1, rue de Moscou, 91-Massy.

quand le psu lit dans le marc de café

Romain Saint-Sevrain se penche, dans un article de « Tribune Socialiste » sur la situation existante au Vietnam et son évolution possible. « Tout se passe, écrit-il, comme si après un premier acte dramatique, un entracte s'imposait qui permettrait aux parties en présence d'établir le bilan de la situation ». Le second acte de cette « tragédie » serait... l'ouverture réelle des négociations.

Dans son effort pour définir quelle pourrait être la conclusion des négociations nouvelles, l'auteur de l'article cherche de possibles analogies dans le passé de la guerre d'Indochine. Il en trouve : les prochaines négociations vietnamiennes verraient naître « une solution de type lao en quelque sorte (Genève 1962) avec cette différence majeure que le contrôle des campagnes sera aux mains des révolutionnaires, du moins pour l'essentiel ».

Mais que furent les accords de Genève 1962 sur le Laos ? Ils servirent d'abord à l'administration Kennedy à bloquer une offensive considérable du Pathet Lao qui avait déjà libéré 70 % du territoire et 50 % de la population. Devant la débandade des fantoches, Kennedy fait donner la coexistence pacifique. Il rencontre le 4 juin 1961 Krouchev à Vienne et détermine à cette occasion le nouveau plan de négociation. Le gouvernement de coalition qui verra le jour, après le cessez le feu, sera dominé par les « neutralistes » de Souvanna Phouma, d'ores et déjà passé dans le camp pro-américain. La représentation du Pathet Lao — ossature des forces patriotiques et révolutionnaires — se trouve réduite jusqu'à être égale à celle du fasciste Nosavan. Les conseillers US quittent l'uniforme et s'habillent en civil... tout en gardant leurs fonctions. Ayant soufflé, l'impérialisme tente de passer à la contre-offensive. Le 1er avril 1962, le ministre des Affaires Etrangères, le neutraliste patriote Quinim Pholsena, est assassiné par les hommes de Nosavan. Les ministres du Pathet Lao reprennent le maquis. Et la guerre se développe à nouveau, l'escalade impérialiste faisant du Laos le pays du monde le plus bombardé. (1)

Parmi toutes les négociations qui ont marqué l'histoire de la révolution indochinoise, celle de Genève 1962 sur le Laos illustre peut-être le mieux la façon dont l'impérialisme utilise la coexistence pacifique pour regagner dans les négociations internationales ce qu'il a perdu sur le champ de bataille. Même en souhaitant pour le GRP un « contrôle plus large » sur les campagnes (il semble entendu pour Romain Saint-Sevrain que le contrôle des villes reste aux fantoches !) que celui du Pathet Lao d'alors, c'est une perspective peu encourageante que « Tribune Socialiste » offre aux révolutionnaires indochinois ! Bizarrement, aucune mention n'est faite dans cet article des propositions en 7 points du GRP ! Et pour cause. Derrière le terme commun de « gouvernement de coalition » l'impérialisme américain et les révolutionnaires vietnamiens définissent des réalités radicalement opposées. Or « Genève 1962 » illustre bel et bien le contenu réactionnaire que peut recouvrir le « neutralisme » et la coexistence pacifique.

Il serait intéressant de savoir si, dans cet article, Romain Saint-Sevrain a exprimé une « opinion personnelle » ou celle de son parti !

P.R.

(1) Pour plus de précisions, lire le livre de W. Burchett « La seconde guerre d'Indochine ». Chapitre X.

israël :

lettre de jerusalem

● 5 juin 67 - 5 juin 72 : cinq années d'occupation « libérale » marquées par le dynamitage de milliers de maisons ; le déplacement de dizaines de milliers de personnes ; les « horreurs de Gaza » où arrestations massives, interrogations et tortures sont monnaie courante ; l'apparition de camps de concentration dans le Sinaï ; l'arrestation de 38 000 Palestiniens (dixit le ministre de la police Hillel) ; l'expulsion de 6 000 Bédouins de la région de Rafiah pour faire place nette aux colonies juives ; l'installation de 39 colonies juives dans les territoires occupés, dont des usines sur le plateau de Golan ; l'exploitation comme force de travail à bon marché de 100 000 Palestiniens.

La signification réelle de l'occupation est de plus en plus difficile à camoufler. Déjà le mythe de la « guerre pour l'existence », dénoncé dès la première heure par Matzpen, s'écroule sous les coups de ses propres promoteurs. « L'argument selon lequel Israël était menacé d'extermination en juin 67, c'est du bluff qui est né et a été développé après la guerre », déclare au journal Haaretz du 29 mars le général Peled, chef du bureau de la logistique pendant le conflit. Quant à Haïm Bar-Lev, répondant aux questions d'un journaliste, il ne manque pas de se joindre au chœur des généraux : « Non, il n'y avait pas de danger d'extermination la veille de la guerre des 6 jours et nous ne parlions pas en de tels termes. Un danger de ce genre n'a existé que lors de la guerre d'indépendance, et encore, il s'est très rapidement révélé qu'en fait il n'était pas alors sérieux » (Maariv du 18 avril). En fin de compte il s'agit de préparer une opinion publique à approuver des expéditions militaires dont la justification « humanitaire » est de moins en moins crédible.

La répression des militants révolutionnaires

Dans de telles conditions, les explications et l'analyse anti-sioniste que Matzpen répand depuis dix ans obtiennent un écho dans certaines couches de la jeunesse israélienne, qui ne manque pas d'être pleine de menaces pour l'avenir du moral de l'armée, pilier du système sioniste.

ישוהדר



גיאורא
נוימאן

Le 5 juin, l'OSI (Matzpen) et d'autres organisations anti-sionistes manifestèrent devant la Knesseth contre l'occupation et les annexions. La manifestation, la plus importante de ces cinq années, fut violemment attaquée par des commandos fascistes avec la « neutralité » bienveillante de la police. Ce soudain renouveau de l'activité de tels commandos n'est pas à dissocier de la répression grandissante contre le mouvement ouvrier d'une part, les groupes d'avant-garde et les Panthères Noires d'autre part (se rappeler la violence avec laquelle la manifestation du premier mai organisée par ceux-ci fut interdite par une police déchaînée qui n'hésita pas à tabasser, à employer des gazs nocifs, et même à ouvrir le feu sur une personne qui s'enfuyait).

Le cas Giora Neuman

C'est dans une telle atmosphère de répression et de menaces émanant des cercles militaires d'extrême-droite que s'est produit l'emprisonnement de Giora Neuman en novembre 1971. Celui-ci, avec 3 autres camarades, rendit publique une lettre signifiant son refus de remplir son service militaire et dans laquelle il s'expliquait : « Nous sommes fermement résolus à refuser notre participation à l'oppression d'un peuple. Nous ne sommes pas prêts d'agir envers un autre de la même manière qu'on avait agi contre nos parents, grand-parents ou arrière-grand-parents ».

Giora Neuman a été condamné cinq fois de suite à 35 jours d'emprisonnement dans une prison militaire. Parce que son refus est déterminé avant tout par une prise de position politique nette, il a refusé toute proposition de compromis honteux (tel que le raccourcissement du temps d'entraînement) et fait entendre qu'il ne prêterait pas serment et n'emploierait pas d'armes. Giora propose qu'on le laisse travailler dans un hôpital ou une colonie agricole (se situant à l'intérieur des frontières d'avant juin 67) durant les trois années du service militaire. Cette proposition a été rejetée par les autorités militaires bien que trois autres appelés aient déjà bénéficié de ce genre de statut.

L'injustice du sort de Giora, qui a déjà fait plus de six mois de prison, est encore plus criante lorsqu'on sait que des centaines d'ultra-religieux sont chaque année purement et simplement exemptés du service militaire.

Notre camarade est à présent traîné devant un tribunal militaire plus élevé qui peut lui infliger une peine allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement. Il est clair qu'on a décidé en haut lieu de faire de Giora Neuman un exemple à un moment où des mouvements de révolte contre l'embrigadement de l'armée se font jour dans la jeunesse et où des ouvriers brûlent leur carte de rappel pour le mois de réserve.

Le procès s'est ouvert cette semaine et ne reprendra que dans un mois. C'est un mois qu'il s'agit d'utiliser pour développer le mouvement de solidarité internationale qui peut peser d'un poids certain dans ce combat et rompre le mur du silence que le sionisme, de l'extrême-droite à la « gauche libérale », tente d'imposer à l'extérieur du pays.

Libérez Giora Neuman !
Non à l'armée d'occupation !

Guédhali
Jérusalem , le 13 juin 1972.

ethiopie:

le négus vient offrir ses bons services à paris

● Dernièrement Haïlé Sélassié, « empereur de droit divin » d'Ethiopie, est venu négocier à Paris une cession éventuelle du port de Djibouti et du « Territoire des Afars et des Issas ». La bourgeoisie française comprend qu'une politique colonialiste directe, sans intermédiaires locaux, devient de plus en plus difficile et dangereuse face à la radicalisation des masses populaires de la région.

Le Négus, lui, continue sa politique d'expansion inaugurée en 1950 avec l'annexion de l'Erythrée comme province fédérative (grâce à une résolution de l'ONU présentée par les USA) et poursuivie en 1962 par son rattachement pur et simple, abolissant unilatéralement la résolution de l'ONU. L'Ethiopie obtenait ainsi un accès à la Mer Rouge : 1 000 Km de côtes d'une importance stratégique exceptionnelle.

L'annexion de l'Erythrée par l'Ethiopie a marqué le début de l'occupation militaire et d'une répression féroce ayant pour objectif l'assimilation forcée. Face à cela, en septembre 61, le Front de Libération de l'Erythrée décide de commencer la lutte armée en vue de la libération nationale du pays. La résistance s'imposa rapidement et contrôle actuellement les 2/3 du territoire érythréen, instaurant dans les zones libérées un système de coopératives agricoles, donnant des cours d'alphabétisation et expliquant systématiquement les causes et les buts de la guerre de libération.

En décembre 70, Haïlé Sélassié décrète l'état d'urgence et place l'Erythrée sous administration militaire : des centaines de villages sont bombardés et détruits et près de 80 000 personnes fuient au Soudan pour échapper à la répression.

Le régime éthiopien est soutenu massivement par les USA qui ont établi en Erythrée la base militaire la plus importante du continent africain, et par les Israéliens qui encadrent la police et s'occupent de l'entraînement des commandos anti-guerilla. En effet, l'Ethiopie avec l'Erythrée occupe une place stratégique de première importance avec des accès sur la Mer Rouge et l'Océan Indien, au carrefour du Moyen Orient et de l'Afrique.

Pour l'URSS, satisfaite de la politique étrangère du gouvernement éthiopien, « les relations entre les deux pays sont fondées sur une base d'égalité complète, de respect mutuel de la souveraineté, de l'intégrité nationale et de la non ingérence dans les affaires intérieures » (les Isvestia).

Quant à la Chine, elle arrête son soutien matériel aux guérilleros érythréens fin 1970, quand elle établit des relations diplomatiques avec le gouvernement éthiopien. « ...En novembre 1970, ceux-ci (les gouvernements éthiopien et chinois... NDLR) ont établi des relations diplomatiques sur la base des Cinq Principes de coexistence pacifique... Cette visite de Sa Majesté impériale l'empereur Haïlé Sélassié 1er a renforcé la compréhension mutuelle et la coopération amicale entre les deux peuples, apportant une nouvelle contribution à la cause de la solidarité anti-impérialiste des peuples afro-asiatiques »... (bilan dans le mensuel « La Chine », décembre 1971...)

Soutenons les combattants érythréens dans leur lutte contre une des féodalités les plus corrompues du monde, directement soutenue par l'impérialisme US avec le silence tacite de l'URSS et de la Chine.

A. JOURDAN

cameroun:

menaces et pressions contre mongo bété

● Rien n'est plus chatouilleux que l'épiderme d'un président africain, si ce n'est la grosse couenne de Marcellin : en tout cas le ministre de l'Intérieur est toujours prêt à réagir à la moindre agression verbale contre les petits protégés de Foccart. On se souvient que Mobutu s'étant senti injurié par le livre de Kamitatu sur « La grande mystification du Congo-Kinshasa », l'ouvrage avait été aussitôt interdit à la cense et son éditeur condamné.

Aujourd'hui Mobutu fait des émules ; l'assassin d'Ernest Ouandié, le président du Cameroun Ahidjo, n'a pas trouvé à son goût le dernier ouvrage de Mongo Béti, « Main basse sur le Cameroun », publié chez Maspéro. Les services de Marcellin se sont aussitôt sentis concernés : dès avant la parution de l'ouvrage, le romancier a eu droit à une visite des policiers français venus faire une amicale pression. Ça ne s'est pas arrêté là : convocation à la Préfecture, refus de Mongo Béti. Nouvelle visite de la police qui confisque le passeport de l'écrivain pour quelques jours. Jamais deux sans trois : peu de temps après, ces messieurs reviennent de nouveau pour confisquer le même passeport. Ils avaient oublié de noter le numéro du document...

Que reproche Marcellin à Mongo Béti ? D'avoir mis le talent d'un des plus grands écrivains africains au service de la dénonciation de la dictature d'Ahidjo, de l'impérialisme français qui l'a mise en place en 1960 et l'a soutenu depuis par tous les moyens — y compris l'intervention d'un corps expéditionnaire —, de soutenir la lutte que mène l'UPC depuis quatorze ans contre le colonialisme et le néo-colonialisme français.

Cédric LEVALLON

Haïlé Sélassié en compagnie de Pompidou

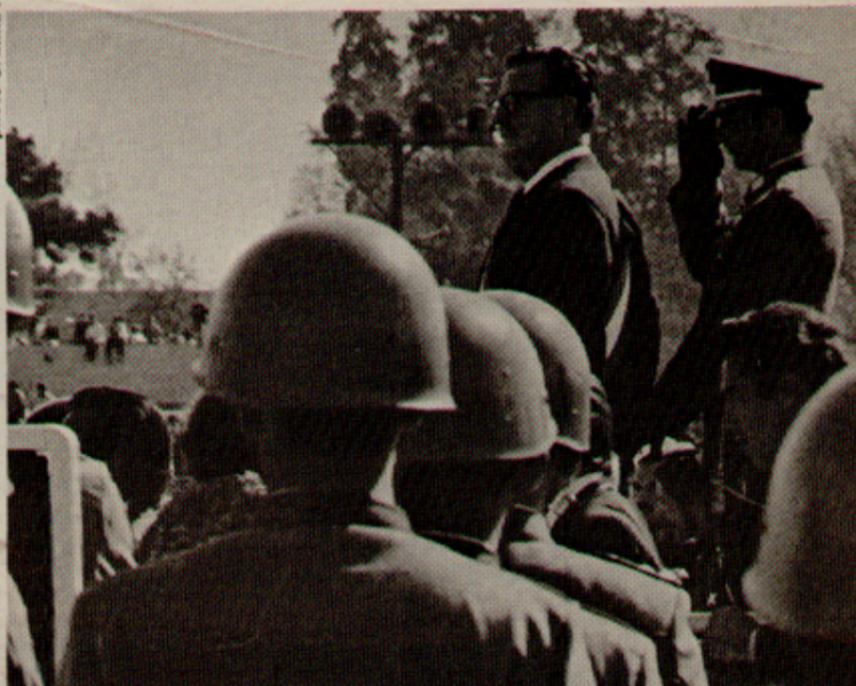


Photo Eric Kugan

chili

les fossoyeurs de la révolution

photo GAMMA



le président Allende «gardé» par l'armée chilienne, garante de la légalité... bourgeoise.

La grande presse a partiellement rompu le silence pudique qui entoure l'« expérience chilienne ». A l'occasion du remaniement récent du gouvernement d'Allende, un coin de voile a été soulevé. Il retombe maintenant sur des notations comme : « Pour l'instant, la question n'est plus de savoir si M. Allende va « tenir » (...) mais quel prix il devra payer pour survivre (Le Monde), et « l'Unité Populaire a pris un nouveau départ » (Humanité).

Voyons cela de plus près (1).

LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE

L'économie est dans une situation dramatique face à laquelle le gouvernement réformiste est impuissant :

- déficit de la balance des paiements (le prix du cuivre, principale source de devises, a dégringolé ; la production intérieure ne suffit pas à une demande accrue suite aux hausses de salaires de l'an dernier) ;
- l'inflation a repris à un rythme accéléré.

Quant au plan politique après l'affaire de Concepcion (2) qui avait mis en lumière la crise de l'UP, les élections à la Centrale Unique des Travailleurs constituaient un test important. Toutefois, il faut largement relativiser les résultats (non encore proclamés) (3) :

- les votes valides représentent moins des 2/3 des syndicats (éliminations massives pour non-paiement régulier des cotisations...) ;
- la campagne et le dépouillement se sont effectués dans les pires conditions. « Rebelde », organe du MIR (4), relate des cas précis où des listes révolutionnaires n'ont pas eu la publicité légale, des cas d'attaques physiques directes contre des afficheurs (3 blessés graves), de falsifications de bulletins de vote ; le bourrage des urnes après l'exclusion des scrutateurs révolutionnaires « à la pointe du pistolet » par les stalinien au syndicat de la Construction de Santiago, etc. Mais une leçon se dégage des scores importants des Démocrates-Chrétiens et du PS (30 % chacun, comme le PC qui perd la présidence au profit du PS) : le grand parti bourgeois garde et renforce son image de marque « populiste » (voir son offensive idéologique très habile en faveur des « entreprises de travailleurs », sorte de « supercoopérativisme » opposé à la prise en main bureaucratique des entreprises nationalisées par l'UP) ; mais simultanément, le parti le plus « à gauche » de la coalition, souvent proche à la base du MIR, capte les voix de nombreux travailleurs.

Un tel résultat éminemment contradictoire est le signe d'une crise de confiance des travailleurs vis-à-vis des leurs directions traditionnelles.

LE TOURNANT DECISIF DE L'UP

C'est dans ce cadre général qu'il faut replacer les derniers remaniements ministériels. En eux-mêmes, les changements semblent minimes. L'équilibre entre les différents partis est maintenu. Mais tous les observateurs notent qu'il s'agit en fait d'un tournant à droite dans la politique de l'UP :

- Il est significatif que le ministre le plus populaire, Vuskovic, ait été mis à l'écart. C'était la bête noire de la DC (et du PC !) qui, en tant que ministre de l'Economie, n'hésitait pas à descendre dans les usines prêcher aux travailleurs la prise en main de leurs propres affaires !...
- Il est significatif que le nouveau ministre des Finances soit le député du PC, Orlando Millas. C'est lui en effet

qui s'est fait le porte-parole le plus conséquent de la politique de conciliation, de « consolidation », allant même jusqu'à proposer une NEP chilienne (sic). En tant que tel, il a été salué comme « raisonnable, sage, juste, etc » par les députés DC...

Mais le plus grave n'est pas là. Le plus grave, ce sont ces conversations secrètes permanentes entre les hauts sommets de l'UP et la DC ; contre la promesse fallacieuse d'agir en « opposition constructive », cette dernière, à n'en pas douter, a obtenu ce qu'elle cherche : l'accord sur la loi gelant définitivement les nationalisations, et garantissant le secteur privé ; mais surtout, l'assurance d'une répression accrue contre les révolutionnaires et les masses (il faut souligner qu'il existe depuis un moment un large accord entre DC et PC sur au moins un point : l'attaque hystérique de l'« ultra-gauche », c'est-à-dire le MIR).

Le plus grave, c'est la capitulation des sommets du PS face au PC ; on avait déjà vu le désaveu de la Fédération de Concepcion ; à présent, la presse du PS reprend les attaques venimeuses des stalinien contre les révolutionnaires du MIR.

Pour expliquer ce cours politique, invoquer les erreurs, les vacillations... c'est faire preuve de subjectivisme. Il faut caractériser politiquement le réformisme des partis ouvriers chiliens, et d'abord celui du PC, qui de fait impose sa ligne dans l'UP.

LES FOSSEURS DE LA REVOLUTION

Avec les dernières déclarations politiques du PC, le « réformisme abat son jeu » (5). La conception est la suivante : le Chili est un pays capitaliste dominé par l'impérialisme ; la « bourgeoisie nationale » est faible, le prolétariat aussi (pensez donc : 36 % des voix seulement pour Allende !). Donc dans une première étape, il faut assurer la libération nationale. Grâce à l'action de l'Etat (nationalisations judicieuses) et l'aide du camp socialiste, il sera possible à la bourgeoisie de se développer, d'où un renforcement corrélatif du prolétariat. Ce n'est qu'après que l'on pourra envisager la « libération sociale » (le socialisme).

Toutes les caractéristiques théoriques du stalinisme sont là : révolution par étapes ; rôle progressiste des « bourgeoisies nationales » ; négation du cycle révolutionnaire ; crétinisme parlementaire. Mais aussi ses traits sociaux, en tant que ligne politique et idéologie bureaucratiques dans le mouvement ouvrier. Ce qui justifie le passage pacifique, la peur panique des mouvements de masse, c'est la nécessité de préserver la coexistence pacifique (surtout pas un deuxième Vietnam !) d'une part, la nécessité pour les bureaucrates ouvriers locaux de préserver leur autorité sur la classe d'autre part.

Les réformes enclenchées risquent-elles de déboucher sur une crise révolutionnaire, dans laquelle l'autorité des bureaucrates serait balayée, et la « coex » mise en danger ? Alors, il faut freiner, en réprimant si besoin est ; il faut rendre les rênes à la bourgeoisie « nationale » maintenant « revigorée » ; on attendra des temps meilleurs pour passer à la construction du socialisme.

Tout ceci nous rappelle de vieux souvenirs, et d'autres plus récents :

- ceux de l'Espagne de 1937, lorsque la révolution fut écrasée par les mêmes stalinien sous prétexte de ne pas

effrayer les « Démocraties » (le fait qu'ils aient été, eux aussi, victimes du fascisme, ne change rien à l'affaire).

- ceux d'un pays aux « grandes traditions démocratiques » (comme le Chili), Ceylan, où le secrétaire du PC, Keuneman, joue les aide-bourreaux de la « bourgeoisie nationale », Bandaranaike.

- ceux de la dernière trahison de Mario Monje en Bolivie, lors de l'Assemblée Populaire, quand il berçait, avec d'autres du même acabit, les travailleurs d'illusions vis-à-vis du général Torres.

Si les masses ont encore le ressort suffisant pour repartir à l'offensive, pour créer leurs propres organes de pouvoir ou faire transcroître des embryons de ceux-ci tels les « conseils paysans », si surtout elles trouvent une direction révolutionnaire capable de les mener aux plus dures batailles, et cette direction ne peut être qu'un Parti qui n'existe pas encore,

Si donc essentiellement les révolutionnaires, ceux d'abord de la seule avant-garde organisée au Chili, le MIR, mais aussi ceux qui existent dans les bases du PS, du PC, ailleurs encore, se démarquent clairement vis-à-vis de l'UP et réalisent le tour de force de se regrouper à temps dans un tel Parti, sous le drapeau du léninisme et de la révolution permanente ; alors rien n'est encore perdu.

Sinon, le « processus » chilien ne « fera pas exception »... L'échec lamentable du réformisme mènera à une longue prostration des masses laborieuses, peut-être au fascisme. Ce sera un nouveau et rude coup porté à la cause de l'émancipation des travailleurs du monde entier, et d'abord d'Amérique Latine.

le 1/7/72
MAILLARD

(1) En ce qui concerne une analyse de fond des problèmes du Chili, que nous ne pouvons développer ici, il est indispensable de se reporter à la Résolution du Secrétariat Unifié, parue dans le No 2, nouvelle série (avril 72), de la revue « Quatrième Internationale »

(2) Voir Rouge No 162

(3) Le 2 juillet, le Tribunal Electoral National chargé du contrôle des élections déclarait

- qu'aucun des trois grands partis politiques ne pouvait encore se prévaloir de la victoire aux élections

- que les résultats au niveau national ne seront proclamés que le 10 juillet

(4) Mouvement de la Gauche Révolutionnaire

(5) titre d'un éditorial du Rebelde

VIENT DE PARAITRE

la révolution permanente en Amérique latine

Prix : 3francs.
Envoi franco : 3f 50

cahier rouge nouvelle série internationale N°6

soutenez rouge abonnez vous

Abonnements un an : 50 numéros six mois : 25 numéros

	FRANCE	ETRANGER
un an, pli ouvert	65 F	80 F
....., pli fermé	130 F	160 F
six mois, pli ouvert	33 F	40 F
....., pli fermé	66 F	80 F

PAR AVION écrire à Rouge
pour tout changement d'adresse joindre 1fr50 et la dernière bande

rouge

10, Impasse Guéménée Paris 4e
CCP 250-43-88 Paris.

Je désire m'abonner à ROUGE

(Ecrire en majuscules S.V.P.)

NOM

PRENOM

ADRESSE